

APN

**Tenue aujourd'hui
de la séance
d'ouverture de la
dixième législature**

P 16

INCENDIES DE FORÊT L'État accélère le dispositif d'indemnisation

Après la maîtrise pratiquement de tous les incendies de forêt, place maintenant au recensement des dégâts et à l'indemnisation. En effet, les commissions de wilaya chargées de cette opération « épineuse », regroupant des représentants des différents secteurs et organismes concernés, sont déjà à pied d'œuvre dans les wilayas touchées, et ce, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la prise en charge immédiate des victimes des incendies de forêt et leur indemnisation avant la prochaine rentrée sociale. P 3



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

**L'Algérie et Oman
explorent de
nouvelles pistes
de coopération**

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Ben-mouloud, s'est entretenue, avant-hier à Alger, avec le sous-secrétaire au ministère des Transports, des Communications et des Technologies de l'information du Sultanat d'Oman, M. Ali Ben Amur Al Shidhani, et la délégation l'accompagnant, sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la transformation numérique à travers le lancement de projets communs.

P 2

INCENDIE DE L'ÉTABLISSEMENT DE L'ENFANCE ASSISTÉE DE MOHAMMADIA

**Le Président
Tebboune ordonne
une enquête
"très approfondie"**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné aux services de sécurité l'ouverture d'une enquête "très approfondie" sur l'incendie de l'établissement de l'enfance assistée de Mohammadia à Alger.

P 3

LA CONSOMMATION DE GAZ EN HAUSSE DE 3% EN 2025

**L'accélération
de la transition
énergétique
s'impose**

La consommation de gaz naturel en Algérie poursuit sa progression à un rythme soutenu, atteignant en 2025 un nouveau niveau record de 5,23 milliards de pieds cubes par jour. En hausse d'environ 3 % par rapport à 2024, cette évolution confirme la croissance continue de la demande intérieure et souligne, en même temps, les défis auxquels le pays sera confronté pour préserver ses équilibres énergétiques à moyen et long terme.

P 5

IMMOBILIER ET HABITAT INTELLIGENT
**89 exposants à la 13^e
édition du salon Elogia** P 2

SONELGAZ
**Le ministre de l'Énergie
appelle à accélérer la
réalisation des projets
stratégiques** P 5

MOSTAGANEM
**Ouverture du plus grand
centre commercial au niveau
national** P 6

SIDI BEL-ABBES/ FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Six nouvelles spécialités au programme de la session d’octobre

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a enrichi son offre de formation pour la rentrée d'octobre 2026 par l'introduction de six nouvelles spécialités, en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi et les mutations économiques, a indiqué lundi le directeur local du secteur.

Le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya, Adel Khelili, a précisé que ces nouvelles spécialités concernent des domaines stratégiques, à savoir l'électronique des systèmes intégrés, l'efficacité énergétique industrielle, le développement d'applications web intégrées, le support informatique et la maintenance des ordinateurs, la cyber-sécurité, ainsi que la gestion des déchets dangereux.

Selon le même responsable, l'ouverture de ces nouvelles filières s'inscrit dans le cadre de l'orientation du secteur vers l'accompagnement de la transformation numérique, de l'industrie intelligente, de la transition énergétique et de la protection de l'environnement. Elles répondent à une demande croissante en compétences qualifiées dans plusieurs secteurs, notamment les systèmes et réseaux informatiques, l'agriculture et les travaux publics.

Abordant les préparatifs de la session d'octobre 2026, M. Khelili a fait savoir que 5.085 nouvelles places pédagogiques ont été ouvertes, réparties sur 51 spécialités couvrant différentes branches professionnelles. Cette offre vise à répondre aux aspirations des jeunes et aux besoins réels du marché de l'emploi, tant au niveau local que national, conformément aux priorités de développement définies par les pouvoirs publics.

R E.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

L’Algérie et Oman explorent de nouvelles pistes de coopération

La ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, s'est entretenue, avant-hier à Alger, avec le sous-secrétaire au ministère des Transports, des Communications et des Technologies de l'information du Sultanat d'Oman, M. Ali Ben Amur Al Shidhani, et la délégation l'accompagnant, sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la transformation numérique à travers le lancement de projets communs.

Synthèse R E.

A cette occasion, Mme Benmouloud a passé en revue les principaux axes de la stratégie nationale de transformation numérique, ainsi que l'expérience algérienne en matière d'infrastructures numériques, de services numériques, d'identité numérique et de centres de données. La ministre a également mis en avant les progrès réalisés par l'Algérie dans les domaines de la transformation numérique, des infrastructures de télécommunications et de l'administration électronique, étant des piliers essentiels du développement durable, exprimant "sa volonté d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, de favoriser l'échange d'expertises et de superviser des projets de qualité communs dans les domaines de l'innovation, des services intelligents et du renforcement des compétences humaines". Elle a, en outre, fait savoir que

"des discussions étaient en cours pour examiner les moyens de concrétiser des projets liés aux parcours de transformation numérique, notamment l'accélération des services numériques, le développement des télécommunications et de l'intelligence artificielle". Selon Mme Benmouloud, les échanges entre les deux parties devraient "aboutir, dans un avenir proche, à des accords concrets traduisant cette coopération globale sur le terrain". Pour sa part, M. Al Shidhani a passé en revue la stratégie du Sultanat d'Oman en matière d'économie numérique, laquelle repose sur "une complémentarité institutionnelle entre le ministère des Transports, des Communications et des Technologies de l'information chargé des politiques et orientations stratégiques, l'Autorité de régulation des télécommunications, ainsi que le bras d'investissement représenté par les entreprises relevant de l'Autorité d'investissement d'Oman". Il a également exprimé la disposition de son

pays "à établir des partenariats flexibles couvrant tous les niveaux, aussi bien entre les secteurs publics qu'entre les entreprises des deux pays, avec un accent particulier sur les domaines relatifs à l'intelligence artificielle, aux centres de données, aux solutions de gestion des ressources, aux techniques financières et aux sciences spatiales". Cette visite intervient en prolongement des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le Sultan d'Oman, Haitham Ben Tariq, conformément à la vision commune convenue, lors de la visite effectuée, en mai dernier en Algérie, par le ministre omanais des Transports, des Communications et des Technologies de l'Information, Saeed Bin Hamoud Al Maawali. La délégation omanaise devrait visiter dans la journée l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA) à Sidi Abdellah (Alger).

APS

MALADIES NON TRANSMISSIBLES

Le ministère de la Santé prépare un nouveau plan stratégique national

Le ministère de la Santé a organisé, hier à Alger, une rencontre dédiée à l'élaboration du 2e Plan national stratégique multisectoriel pour la prévention et la lutte contre les maladies non transmissibles (MNT), en présence de spécialistes et de représentants d'organismes relevant de l'Organisation des Nations unies. Dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet, Khalil Reda Hadj Mati, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a estimé qu'"au vu de la hausse des

taux de morbidité et de mortalité qu'elles engendrent, les MNT constituent un défi mondial nécessitant la mobilisation de la communauté internationale pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour lutter contre ces maladies". Dans ce cadre, il a rappelé "l'attachement de l'Algérie, partant de ses engagements internationaux, à garantir et à promouvoir la santé des citoyens", le secteur de la santé ayant accordé "une importance particulière, au titre de son programme

d'action pour la période 2026-2029, à la prévention des MNT, notamment à travers l'élaboration d'un plan d'action national multisectoriel de lutte contre leurs facteurs de risque". Il a souligné, à ce propos, que la lutte contre ces maladies et leurs facteurs de risque "exige non seulement d'investir dans la prévention, mais aussi d'adopter une approche multisectorielle", d'autant que "la réussite du plan reste tributaire de l'implication des différents acteurs des départements ministériels, du

secteur privé et de la société civile". Cette orientation repose essentiellement, comme l'a souligné le ministre, sur "la mise en œuvre d'interventions préventives, dont l'efficacité et le faible coût ont été démontrés", ainsi que sur "le renforcement de l'éducation sanitaire et la promotion de modes de vie sains afin de réduire le fardeau de la morbidité et de la mortalité, aggravé par plusieurs facteurs, notamment le tabagisme, la mauvaise alimentation et la sédentarité".

R E.

IMMOBILIER ET HABITAT INTELLIGENT

89 exposants à la 13^e édition du salon Elogia

La 13e édition du Salon international de l'immobilier, de l'habitat intelligent et de la décoration "Elogia" s'est ouverte, lundi, au Centre de conférences d'Oran (CCO) "Mohamed Ben Ahmed", avec la participation de 89 exposants algériens et étrangers.

Cet événement économique réunit des professionnels de la promotion immobilière et du secteur de l'habitat, ainsi que des représentants d'entreprises publiques et privées de réalisation. Il accueille également des entreprises étrangères, dont certaines actives dans le cadre de partenariats avec des sociétés algériennes, représentant notamment la Chine, la Tunisie, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, a indiqué à

la presse le responsable de l'agence de communication "A-B Concept Design", organisatrice du salon, Akram Sidi Yakhlef. A ce propos, M. Sidi Yakhlef a précisé que cette édition, placée sous le thème "Edition d'été", constitue une opportunité pour les visiteurs, notamment la communauté algérienne établie à l'étranger, de s'informer sur les nouveaux projets et programmes résidentiels, de découvrir les différentes formules de logement proposées et de bénéficier d'opportunités d'acquisition de logements promotionnels ou d'inscription à des programmes en cours de réalisation. Il a également souligné que le salon représente un espace permettant aux promoteurs immobiliers et aux différents acteurs

du secteur de présenter leurs projets et de mettre en avant les efforts consentis pour proposer des formules résidentielles diversifiées, répondant aux normes de qualité et aux attentes des citoyens. Durant cette manifestation, les visiteurs pourront découvrir les dernières innovations technologiques dans les domaines de l'habitat intelligent et de la décoration, ainsi que des solutions immobilières adaptées aux capacités financières des demandeurs de logement, présentées par les différents promoteurs et entreprises participantes. Le programme du salon prévoit également des ateliers consacrés à la présentation de projets d'habitat moderne, notamment des

logements écologiques intégrant des technologies intelligentes et respectueuses de l'environnement, favorisant les économies d'énergie, ainsi que des systèmes de communication destinés aux immeubles. Ces rencontres réuniront des start-up et des porteurs de projets innovants spécialisés dans ce domaine. Par ailleurs, des conférences destinées aux professionnels du secteur sont programmées autour de plusieurs thématiques liées à l'environnement, aux maisons intelligentes, aux nouvelles technologies appliquées à la construction, ainsi qu'aux perspectives de développement du secteur de l'habitat.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INCENDIES DE FORÊT

L'État accélère le dispositif d'indemnisation

Après la maîtrise pratiquement de tous les incendies de forêt, place maintenant au recensement des dégâts et à l'indemnisation. En effet, les commissions de wilaya chargées de cette opération « épineuse », regroupant des représentants des différents secteurs et organismes concernés, sont déjà à pied d'œuvre dans les wilayas touchées, et ce, conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à assurer la prise en charge immédiate des victimes des incendies de forêt et leur indemnisation avant la prochaine rentrée sociale.

Par Zahir R.

La première mission de ces commissions est d'établir un recensement exhaustif et précis de l'ensemble des dommages matériels causés par les incendies de forêt, afin de les évaluer selon les critères en vigueur en vue du lancement des opérations d'indemnisation dans les meilleurs délais. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Said Sayoud, avait déclaré la semaine dernière, lors de ses déplacements dans certaines wilayas touchées par les incendies, que les opérations d'indemnisation des sinistrés des feux de forêt doivent être bouclées avant la prochaine rentrée sociale. Cette annonce intervient en application des instructions du président Tebboune et s'inscrit dans le cadre du dispositif global déployé depuis plusieurs jours dans les wilayas sinistrées.

Selon les directives ministérielles, cette échéance n'est pas indicative : elle structure le calendrier de travail imposé aux commissions de wilaya et aux commissions communales, sommées d'achever leurs opérations de terrain « dans les délais impartis », afin de garantir une prise en charge rapide des familles touchées. Le ministre a également insisté sur la nécessité, pour l'ensemble des secteurs concernés (collectivités locales, agriculture, habitat, protection civile), de mobiliser tous les moyens humains et matériels disponibles pour tenir cet engagement.

Pour concrétiser cette échéance, les autorités ont mis en place une architecture à deux niveaux, associant commissions de wilaya et commissions communales. Composées de représentants des différents secteurs et organismes concernés, ces commissions sont chargées de coordonner leurs actions afin de mener les constatations sur le terrain, recenser les sinistrés et établir un inventaire complet et précis de l'ensemble des dommages et des pertes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le recensement porte sur l'ensemble des dégâts enregistrés : pertes de récoltes agricoles, dommages subis par les habitations et leur mobilier, ainsi que les autres biens affectés par les flammes. L'objectif final est de permettre aux ci-



toyens sinistrés de bénéficier d'indemnisations conformément aux procédures en vigueur, une fois le bilan des pertes établi et transmis aux autorités compétentes. Lors des réunions d'installation de ces commissions, des instructions ont été données pour engager immédiatement les opérations de terrain, tout en veillant au respect de trois principes cardinaux : rigueur, objectivité et transparence dans l'évaluation des dégâts. Dès leur installation, les commissions ont ainsi entamé les constatations sur le terrain et le recensement des dommages, traduisant la volonté de l'État de se tenir aux côtés des citoyens sinistrés et d'accélérer les procédures d'indemnisation.

À titre d'exemple, dans la wilaya de Béjaïa, l'opération de recensement est déjà lancée. Lors d'une réunion de coordination, le wali Kamel Eddine Kerbouche a insisté sur la nécessité de poursuivre les opérations de terrain avec rigueur et de renforcer la coordination entre les différents intervenants, afin d'établir un bilan complet et objectif des pertes. Il a égale-

ment écouté les présentations des chefs de daïra, qui ont indiqué que les opérations de recensement sur le terrain dans les zones touchées étaient en voie d'achèvement, en prélude à la finalisation du bilan global des pertes et à sa transmission conformément aux procédures en vigueur.

Pour sa part, la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), qui joue un rôle central dans l'indemnisation des

agriculteurs assurés, se prépare, elle aussi, pour l'indemnisation des agriculteurs, notamment. Selon Mohamed Amine Nassi, directeur technique de la CNMA, l'organisme a fait évoluer son approche : d'une logique de simple compensation matérielle, la Caisse est passée à un mécanisme en trois temps (sensibilisation préventive, intervention rapide d'experts agricoles sur le terrain dès la déclaration du sinistre, puis indemnisation), dans une logique de relance rapide de l'activité des exploitants touchés.

Le responsable a précisé, dans une déclaration à la télévision nationale, que l'indemnisation vise à replacer le sinistré dans sa situation financière antérieure, sans enrichissement, et qu'elle se décline en deux volets : une indemnisation financière versée par la compagnie d'assurance conformément aux contrats souscrits, et une indemnisation en nature prise en charge par l'État, sous forme de cheptel, d'arbres ou de plants.

La CNMA indique avoir enregistré une hausse des déclarations liées aux incendies de récoltes et aux aléas climatiques, malgré une campagne céréalière globalement favorable cette année. Dès réception d'une déclaration, un expert est mandaté pour se rendre immédiatement sur les lieux du sinistre, étape jugée déterminante pour la suite du processus d'indemnisation. Ce déploiement conjoint des commissions administratives locales et des mécanismes assurantiels traduit la volonté affichée de l'État de répondre rapidement aux préoccupations des populations sinistrées et d'atténuer les conséquences économiques et sociales des incendies de forêt qui ont touché plusieurs régions du pays cet été.

FEUX DE FORÊT
Extinction de 45 incendies sur 63 durant les dernières 24 heures

Les services de la Protection civile ont réussi, durant les dernières 24 heures, à éteindre 45 incendies sur les 63 enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public lundi par la Direction générale de la Protection civile. "Concernant la situation des incendies survenus dans les forêts, les maquis, les broussailles, les récoltes et les oasis, les services de la Protection civile ont enregistré, durant les dernières 24 heures et jusqu'à 7h00, 63 incendies, dont 45 maîtrisés, tandis que 15 en cours d'extinction sont sous surveillance", précise le bilan. Dans ce contexte, "les équipes de la Protection civile poursuivent leurs efforts pour éteindre 3 feux dans les wilayas de Skikda (2) et d'El Tarf (1)", selon le communiqué. APS

INCENDIE DE L'ÉTABLISSEMENT DE L'ENFANCE ASSISTÉE DE MOHAMMADIA

Le Président Tebboune ordonne une enquête "très approfondie"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné aux services de sécurité l'ouverture d'une enquête "très approfondie" sur l'incendie de l'établissement de l'enfance assistée de Mohammadia à Alger. "J'ai ordonné aux services de sécurité une enquête très approfondie, à partir du plan ton jusqu'au plus haut responsable" de cet établissement afin de mettre toute la lumière sur cette tragédie, a déclaré le président de la République, lors de son entrevue périodique avec les représen-

tants de médias nationaux, et diffusée lundi soir. Sur un autre plan, le président de la République a tenu à saluer les efforts des différents intervenants et acteurs face aux incendies enregistrés dans certaines wilayas, citant en particulier les images de solidarité façonnées par les agents de la Protection civile en train de rafraîchir leurs collègues de Sonelgaz, lorsque ces derniers s'affairaient à rétablir une panne d'électricité à côté d'un foyer d'incendie encore actif. "Ce sont des images que vous ne verrez

qu'en Algérie", a-t-il soutenu, avant d'annoncer que "des mesures seront prises pour encourager les agents du terrain". En outre, le président de la République s'est engagé à "poursuivre le dialogue avec les partis politiques". Sur un autre registre, le président de la République a affirmé que l'Etat continuera de mener une "guerre féroce" contre les bandes de quartier, assurant que ces bandes seront "vaincues". Le président de la République a tenu, à ce propos, à rassurer toutes les familles

algériennes au sujet de "la sécurité de leurs fils et de leurs filles". Concernant les relations algéro-françaises, le président de la République a réaffirmé "aux Algériens avant les amis français" que le Président algérien "n'a jamais demandé un quota de visas, un nombre de visas, ou parlé de visas", de même qu'il "n'a jamais demandé d'excuses ou d'indemnisations", avant de conclure: "L'Algérie ne fera jamais la manche".

R E/APS.

IMPORTATION DE SERVICES

Mise en service de la plateforme numérique le 1er août prochain

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, dans un communiqué, le lancement d'une plateforme numérique dédiée à l'importation de services, à compter du 1er août prochain, dans le cadre de son programme visant à moderniser le secteur et à simplifier les procédures administratives. Cette plateforme destinée à l'ensemble des opérateurs économiques (personnes physiques et morales), constitue un espace numérique unifié permettant le dépôt, le traitement et le suivi des demandes d'importation de services, en vue de faciliter les procédures, d'améliorer les délais de traitement des dossiers et la qualité des services fournis. Ainsi, l'ensemble des procédures liées à l'importation de services s'effectueront exclusivement sur cette plateforme dès son lancement, via le lien électronique: services.mcepe.gov.dz , conclut le communiqué.

COMMUNICATION

Le ministre Bouamama inspecte la Maison de la presse "Tahar Djaout" et son annexe "Abdelkader Safir" à Alger

Le ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, a effectué une visite d'inspection à la Maison de la presse "Tahar Djaout" et à son annexe "Abdelkader Safir" à Alger, où il a rencontré plusieurs éditeurs de journaux et responsables de sites électroniques privés, indique un communiqué du ministère. Lors de cette visite, qui s'est déroulée dimanche, le ministre a écouté "les préoccupations des journalistes et du personnel, tout en s'enquérant de l'état des sièges des établissements médiatiques installés à la Maison de la presse et à son annexe", précise la même source. A cet égard, M. Bouamama a souligné que le ministère de la Communication "a sollicité l'inscription d'une opération de réhabilitation de ces structures dans le cadre du projet de budget de l'exercice 2027, afin de permettre l'amélioration de l'environnement de travail", conclut le communiqué.

APS

Synthèse R I/Agence

Malgré les tensions géopolitiques et les inquiétudes concernant les chaînes d'approvisionnement, le commerce mondial a progressé d'environ 4 % au premier trimestre 2026, a indiqué jeudi l'agence des Nations Unies pour le commerce et développement, relevant que l'Asie de l'Est a été le principal moteur de cet essor. Selon ONU Commerce et développement, le commerce mondial de biens aurait atteint environ 13.700 milliards de dollars au premier semestre 2026, soit une hausse de 12,5 % par rapport à la même période en 2025. Le commerce des services a progressé de 10,5 %. Ensemble, les biens et les services ont ajouté environ 2.000 milliards de dollars au commerce mondial, le mettant ainsi en passe d'atteindre un niveau annuel record. Les prévisions immédiates de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) suggèrent que le commerce continuera de croître au deuxième trimestre, en particu-

TIZI-OUZOU

Report de la fête du bijou d’Ath Yenni

La 20e édition de la traditionnelle fête du bijou d'Ath Yenni, au sud de Tizi-Ouzou, prévue du 30 juillet courant au 18 août est reportée à une date ultérieure, ont annoncé, lundi, les organisateurs de cette manifestation. "Suite aux incendies ayant touché certaines régions du pays, la Fête du Bijou d'Ath Yenni, initialement prévue du 30 juillet courant au 8 août prochain, a été reportée à une date ultérieure", a indiqué un communiqué du Comité communal des Fêtes d'Ath-Yenni. La décision, a-t-on expliqué, a été prise en concertation avec les autorités locales et les artisans participants à cette manifestation qui sera reprogrammée à une date ultérieure. Evénement annuel majeur de la vie culturelle locale, la fête du bijou d'Ath Yenni, instauré en 1995, regroupe à chacune de ses éditions des artisans bijoutiers de différentes région du pays qui viennent exposer leur savoir faire. Elle constitue , également, une opportunité commerciale et économique pour la localité.

APS

COMMERCE MONDIAL

Les prix flambent, les échanges ralentissent

lier celui des marchandises. L'agence onusienne précise toutefois qu'une grande partie de cette augmentation reflète la hausse des prix plutôt qu'un renforcement des volumes d'échanges. Le rapport indique que le commerce mondial continue de faire face à des incertitudes liées aux tensions géopolitiques, à l'évolution des politiques commerciales et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. « Les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz, associées aux inquiétudes concernant l'approvisionnement énergétique, ont entraîné une hausse des coûts de l'énergie, des transports, de la logistique et de la production », souligne le document. Les prix des biens échangés ont augmenté d'environ 3,6 % au premier trimestre et auraient progressé d'environ 5 % au deuxième trimestre, reflétant en grande partie la hausse des prix de l'énergie et de certaines matières premières. Pour la CNUCED, les perturbations affectant la logistique, les voies maritimes et les chaînes d'approvisionnement, combinées à la hausse des coûts de transport et de

l'énergie, pourraient peser sur le commerce mondial, la confiance des entreprises, l'investissement et la croissance économique, tout en accentuant les pressions inflationnistes et la fragmentation des échanges commerciaux. L'Asie de l'Est a été le principal moteur de la croissance du commerce mondial au premier trimestre, la Chine et la République de Corée affichant les plus fortes hausses dans le commerce des marchandises, indique le rapport. Les économies en développement et le commerce Sud-Sud ont enregistré une croissance à deux chiffres au cours des 12 derniers mois, lorsque les économies d'Asie de l'Est étaient prises en compte. Parmi les grandes économies, la République de Corée a enregistré la plus forte croissance trimestrielle des exportations, à 20 %, suivie de la Chine à 11 %. Les importations de la Chine ont augmenté de 13 %, soit la plus forte hausse parmi les grandes économies. Par ailleurs, l'Afrique et l'Europe ont connu une forte croissance de leurs importations au cours des 12 derniers mois.

PROJET DE RÉALISATION DE PROTOTYPES DE ROBOTS INDUSTRIALISABLES

Le ministre Baddari se réunit avec l’expert algérien Mourad Bouzit

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kammel Baddari, s'est réuni, dimanche soir, avec le chercheur et expert algérien, Mourad Bouzit, professeur à l'université de Qingdao (Chine), dans le but de lancer un projet portant sur la conception et la réalisation de prototypes finalisés de robots industrialisables, indique un communiqué du ministère. Il s'agit de "la conception et de la réalisation de prototypes finalisés d'un chien robotisé à quatre et à six pattes, d'un robot humanoïde ainsi que d'un robot intelligent de livraison, et ce avec la participation des étudiants de l'Ecole nationale supérieure de mathéma-

tiques (NHSM), de l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle (ENSIA), de l'Ecole nationale supérieure des systèmes autonomes (ENSSA) du pôle scientifique et technologique chahid Abdelhafid Ihaddaden, ainsi que du Centre de recherche pour le développement des technologies avancées (CDTA)", précise le communiqué. A cette occasion, il a été décidé de "programmer la réalisation d'une plateforme technologique dédiée à la robotique au sein du pôle scientifique et technologique chahid Abdelhafid Ihaddaden de Sidi Abdallah", conclut le communiqué.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg			دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	126	140	112	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
Produits d'origine animale	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	6,09	10,14	2000	890 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	-10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

LA CONSOMMATION DE GAZ EN HAUSSE DE 3% EN 2025

L'accélération de la transition énergétique s'impose

La consommation de gaz naturel en Algérie poursuit sa progression à un rythme soutenu, atteignant en 2025 un nouveau niveau record de 5,23 milliards de pieds cubes par jour. En hausse d'environ 3 % par rapport à 2024, cette évolution confirme la croissance continue de la demande intérieure et souligne, en même temps, les défis auxquels le pays sera confronté pour préserver ses équilibres énergétiques à moyen et long terme.

Par Réda Hadi

Selon les données de l'Unité de recherche sur l'énergie, la consommation nationale de gaz a augmenté pour la cinquième année consécutive. Elle est passée de 5,09 milliards de pieds cubes par jour en 2024 à 5,23 milliards en 2025, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis le début du suivi statistique. Cette tendance s'inscrit dans une dynamique de croissance continue observée depuis plusieurs années. La consommation est passée de 4,18 milliards de pieds cubes par jour en 2020 à 4,66 milliards en 2021, puis à 4,87 milliards en 2022 et 4,95 milliards en 2023. Sur une période plus longue, l'évolution apparaît encore plus significative. En vingt-cinq ans, la consommation quotidienne de gaz a progressé de 184 %, passant de 1,84 milliard de pieds cubes en 2000 à son niveau actuel. Cette hausse reflète à la fois l'augmentation de la population, l'urbanisation, l'extension du réseau de distribution et l'industrialisation du pays. Elle traduit également l'importance prise par le gaz naturel dans la production d'électricité, le chauffage et l'alimentation de nombreuses activités économiques. Cette progression de la demande intérieure constitue un indicateur de développement, mais elle représente également un défi stratégique. En effet, chaque hausse de la consommation nationale réduit mécaniquement les volumes disponibles pour l'exportation, à moins qu'elle ne soit compensée par une augmentation de la production. Or, les chiffres disponibles montrent que la production de gaz a légèrement diminué en 2025, s'établissant à 9,48 milliards de pieds cubes par jour contre 9,67 milliards en 2024. Dans ce contexte, l'Algérie a engagé un vaste programme d'investissement estimé entre 50 et 60 milliards de dollars afin de développer ses ressources gazières, moderniser les infrastructures et accroître les capacités de production. L'objectif est de répondre à la demande inté-

rieure tout en maintenant la capacité du pays à honorer ses engagements sur les marchés internationaux. Les efforts portent notamment sur l'exploration, le développement de nouveaux gisements et l'amélioration de la récupération sur les champs existants. Les nouveaux cycles d'exploration constituent, à ce titre, un levier important. L'attribution de blocs gaziers à des compagnies internationales doit permettre de valoriser des ressources estimées à près de 700 milliards de mètres cubes. Cette ouverture à de nouveaux partenariats vise à accélérer la mise en production des réserves et à renforcer la base de ressources du pays dans un contexte marqué par une concurrence accrue pour attirer les investissements énergétiques. Parallèlement, l'Algérie conserve une place importante sur le marché gazier régional et international. Les exportations de gaz ont atteint environ 45,7 milliards de mètres cubes en 2025. Le maintien de ces volumes demeure un enjeu majeur pour les recettes extérieures et la balance commerciale du pays. Cependant, la croissance rapide de la consommation intérieure pose une question centrale : jusqu'où est-il possible de continuer à augmenter la production de gaz pour satisfaire simultanément la demande nationale et les besoins de l'exportation ? La question est d'autant plus importante que le secteur électrique reste extrêmement dépendant du gaz naturel. La consommation destinée à la production d'électricité et au chauffage a atteint 1,86 milliard de pieds cubes par jour en 2025. Avec une dépendance au gaz estimée à 99 % pour la production d'électricité, le système énergétique algérien demeure fortement concentré autour des hydrocarbures. Cette situation confère au gaz un rôle essentiel dans la sécurité énergétique nationale. Il garantit la disponibilité de l'électricité, soutient l'activité industrielle et permet de répondre aux besoins croissants des ménages. Toutefois, cette forte dépendance constitue également une vul-

nérabilité structurelle. Elle expose le pays à une pression croissante sur ses ressources et réduit la marge de manœuvre disponible pour l'exportation lorsque la demande intérieure augmente. C'est précisément dans ce contexte que l'accélération de la transition énergétique apparaît comme une nécessité stratégique. La diversification du mix énergétique ne signifie pas l'abandon du gaz naturel, qui restera encore longtemps une composante essentielle du système énergétique algérien. Elle doit plutôt permettre de réduire progressivement la part du gaz dans la production d'électricité et de libérer davantage de volumes pour d'autres usages à forte valeur ajoutée ou pour l'exportation. Le développement des énergies renouvelables, notamment solaire, représente l'un des principaux leviers de cette transformation. Grâce à un potentiel solaire exceptionnel, l'Algérie dispose d'un avantage naturel considérable pour produire de l'électricité à partir de sources renouvelables. La montée en puissance du solaire pourrait contribuer à couvrir une part croissante de la demande électrique, notamment durant les périodes de forte consommation diurne, tout en réduisant la quantité de gaz utilisée dans les centrales. La transition énergétique doit également s'appuyer sur une meilleure maîtrise de la demande. L'efficacité énergétique dans les bâtiments, l'industrie, les transports et les infrastructures publiques constitue un gisement important d'économies. La réduction du gaspillage, l'amélioration de l'isolation thermique et la généralisation d'équipements plus performants pourraient limiter la progression de la consommation sans compromettre le confort des ménages ni le développement économique. L'enjeu est donc double. L'Algérie doit continuer à investir dans ses ressources gazières pour garantir sa sécurité énergétique et préserver sa position d'exportateur, tout en accélérant la diversification de son modèle énergétique.

SONELGAZ

Le ministre de l'Énergie appelle à accélérer la réalisation des projets stratégiques

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Dr Mourad Adjal, a présidé hier une réunion de la Commission de coordination sectorielle consacrée au suivi de la performance du secteur, notamment les activités du groupe Sonelgaz, ainsi qu'à l'état d'avancement des projets stratégiques visant à renforcer la sécurité du système électrique national et à garantir la continuité du service public, indique un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence des cadres du ministère, du président-directeur général par intérim du groupe Sonelgaz ainsi que des cadres dirigeants du groupe. À l'entame des travaux, le ministre a procédé à l'examen du niveau de mise en œuvre des orientations et décisions issues des précédentes réunions, avant que la commission n'aborde plusieurs dossiers prioritaires liés au développement du secteur énergétique. Lors de cette rencontre, Dr Mourad Adjal a insisté sur la nécessité d'« accélérer la cadence de

réalisation des projets programmés » et de respecter rigoureusement les délais fixés, tout en renforçant la coordination entre les différents intervenants. Il a également appelé à la mobilisation de toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la mise en service des infrastructures dans les délais prévus. Ces actions s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à consolider les capacités nationales de production d'électricité et à répondre à l'évolution constante de la demande énergétique, précise le communiqué. Par ailleurs, le ministre a salué les performances enregistrées par les travailleuses et travailleurs du groupe Sonelgaz, mettant en avant leur mobilisation, leur disponibilité et leur professionnalisme à travers les différentes filiales et unités du groupe. Selon le communiqué, cette mobilisation a contribué à garantir la continuité de l'approvisionnement en énergie et à préserver la stabilité du système électrique national durant la

vague de chaleur exceptionnelle ayant concerné l'ensemble des wilayas du pays pendant plus de trois semaines. Le ministre a estimé que ces résultats reflètent le haut niveau de professionnalisme des employés de Sonelgaz, qui ont bénéficié de la reconnaissance et des remerciements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour leur engagement dans l'accomplissement de leur mission nationale et leur contribution à la sécurité énergétique ainsi qu'à la continuité du service public. En clôture des travaux, Dr Mourad Adjal a appelé l'ensemble des travailleuses et travailleurs du groupe Sonelgaz à poursuivre leurs efforts, à maintenir leur niveau de mobilisation et à renforcer les valeurs de responsabilité, de discipline et de vigilance, afin d'accompagner les objectifs stratégiques de l'État dans le domaine énergétique et de répondre aux attentes des citoyens.

Z R.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ DANS LES PAYS ARABES L'Algérie dans le top 5

Par S R.

L'Algérie confirme sa place parmi les principaux producteurs d'électricité du monde arabe. En 2025, le pays s'est hissé à la cinquième place du classement régional avec une production de 103,47 térawattheures (TWh), en hausse de 2,3 % par rapport à l'année précédente, selon les dernières données publiées par l'Unité de recherche sur l'énergie. Cette progression traduit la poursuite de la dynamique du secteur électrique national, portée par une demande intérieure en constante augmentation et par le renforcement des capacités de production. En 2024, la production s'établissait à 101,4 TWh, avant de franchir un nouveau palier en 2025. Au niveau régional, l'Arabie saoudite conserve largement son rang de premier producteur d'électricité avec 471,42 TWh, devant l'Égypte (242,42 TWh) et les Émirats arabes unis (184,41 TWh). L'Irak occupe la quatrième place avec 159,43 TWh, tandis que l'Algérie complète le top 5. Cette progression s'inscrit dans un contexte de forte hausse de la consommation nationale d'électricité. Afin de faire face aux besoins croissants, notamment durant la période estivale, le groupe Sonelgaz prévoit la mise en service de 1 855,9 mégawatts de capacités de production supplémentaires au cours de l'été 2026. Cette annonce a été faite par la directrice de la communication du groupe, Fatma Zohra Merzougui, à l'occasion d'une journée de formation destinée aux professionnels de la presse, organisée conjointement par le ministère de la Communication et le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables autour de la rationalisation de la consommation d'électricité. Selon la responsable, ce renforcement s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action élaboré pour garantir un été marqué par un approvisionnement électrique fiable et continu. Ce plan repose sur trois principaux axes : l'injection de nouvelles capacités de production, le renforcement des infrastructures de transport de l'électricité et la mise en exploitation de nouvelles stations ainsi que de nouvelles lignes de distribution. Les prévisions de Sonelgaz tablent sur une poursuite de la hausse de la demande en électricité. Le groupe anticipe un pic de consommation de 21 350 MW durant l'été 2026, pouvant atteindre 22 150 MW en cas de températures exceptionnellement élevées. À titre de comparaison, le pic de consommation avait atteint 20 628 MW en 2025, contre 19 543 MW en 2024, confirmant une tendance haussière continue.

BATNA
Plus de 670.000
quintaux de céréales
collectés dans les
entrepôts de la CCLS

Les entrepôts de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Batna ont collecté à ce jour 679.000 quintaux de la récolte des céréales de l'actuelle saison agricole, à-on avis dimanche auprès du directeur de cette coopérative. Dans une déclaration à l'APS, M. Riad Baassou a précisé que cette quantité a été collectée au niveau de 18 points réservés à cet effet à travers les régions diverses de la wilaya, notamment celles connues pour leur production de céréales, marquées que l'opération se poursuit dans de bonnes conditions avec l'accompagnement des autorités locales. La même source a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour le succès de l'opération de collecte de la production de cette saison marquée par son abondance régulièrement aux saisons précédentes. Le directeur de la CCLS a affirmé qu'une vaste campagne de sensibilisation a été lancée en coordination avec la direction locale des services agricoles (DSA), représentée par ses subdivisions des daïras pour exhorter les producteurs bénéficiaires de semences à remettre leurs récoltes aux points de collecte en vue de les transférer vers les hangars de la coopérative. Les capacités de stockage de céréales de la wilaya de Batna ont été consolidées durant ces deux dernières années par la réception de cinq centres de proximité totalisant une capacité de 250.000 quintaux. Ces centres ont porté les capacités de stockage locales de 949.000 quintaux à 1,199 millions de quintaux, en attendant la réception du silo à grains dont la capacité de stockage est estimée à 1 million de quintaux, en cours de réalisation à rythme soutenu dans la commune d'El Madher.

R E.

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Lancement des travaux de la deuxième tranche du dédoublement de la RN103

Les travaux de réalisation de la deuxième tranche du projet de dédoublement de la route nationale (RN) n 103, dépendant de la zone industrielle de Remail, dans la commune de Ras El Oued, à la commune de Tixter, ont été lancés dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, a indiqué dimanche la directrice des Travaux publics, Mme. Naïma Kouissi.

Dans une déclaration à l'APS, Mme. Kouissi a précisé que cette opération, dotée d'une enveloppe financière de 2 milliards de dinars, est répartie en deux tranches et porte sur un linéaire global de 10 km. La première tranche concerne le dédoublement d'un tronçon de 6,5 km dépendant de la zone industrielle de Remail à l'entrée de la ville de Tixter, tandis que la seconde prévoit la réalisation d'un itinéraire de contournement de 3,5 km, destiné à désengorger le trafic et à améliorer la fluidité de la circulation. Le même responsable a souligné que ce projet, dont le délai de réalisation est fixé à 16 mois, s'inscrit dans le cadre d'une étude globale portant sur la modernisa-

tion de la RN103 sur un linéaire de près de 40 km à travers le territoire de la wilaya. Cette étude prévoit le dédoublement progressif de cet axe structurant afin de renforcer la liaison entre les zones industrielles, la zone logistique extra-portuaire et l'autoroute Est-Ouest. Elle a rappelé que, dans le cadre de la mise en œuvre de cette étude, un premier tronçon de 10 km a été dédoublé, suivi d'un second de 4 km, permettant de relier la zone logistique extra-portuaire (aire sous douane et port sec), l'entrée de la ville de Tixter et l'autoroute Est-Ouest. Mme. Kouissi a ajouté qu'un autre tronçon de 15 km de la RN103, traversant le territoire de la wilaya, fait toujours l'objet

TÉBESSA

d'un suivi au niveau des services centraux en vue de son inscription au programme de dédoublement, notamment la section menant vers la commune de Bir Kasd Ali, afin d'assurer un raccordement direct à l'autoroute Est-Ouest. Selon le même responsable, l'achèvement du projet de dédoublement de la RN103 contribuera à renforcer la sécurité routière, à réduire les temps de parcours, à fluidifier la circulation des personnes et des marchandises le long de cet important corridor économique et à consolider la liaison entre les zones industrielles, la zone logistique extra-portuaire et les wilayas limitrophes, notamment M'Sila et Sétif.

APS

Réception de plusieurs projets de renforcement de l'approvisionnement en eau à la commune d'Oum Ali

Plusieurs projets de développement portant sur le renforcement de l'approvisionnement en eau potable ont été reçus dans la commune frontale d'Oum Ali (Sud de Tébessa), à-on appris dimanche auprès de la cheffe de daïra d'Oum Ali, Chafia Kraïmia.

La même responsable a précisé à l'APS qu'un projet d'approvisionnement en eau potable a été mis en service début juillet courant au profit de 58 foyers du centre de cette commune pour un coût d'environ 3 millions DA dégagés du programme de développement socio-économique

des communes de l'exercice 2026. Il a également été mis en service afin d'éliminer les fuites et de récupérer les quantités d'eau qui étaient perdues en raison de la vétusté des anciennes canalisations, a ajouté la même responsable.

Ces projets reçus ont contribué à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de cette collectivité locale surtout avec l'avènement de la saison estivale et l'augmentation de la demande sur cette ressource vitale, a indiqué, Mme. Kraïmia.

Agence

SIKIDDA

8 espaces dédiés à la promotion des produits artisanaux pendant la saison estivale

La wilaya de Skikda a réservé huit espaces au niveau des plages, des ports, des places publiques et certaines structures du secteur du tourisme pour la promotion des produits d'artisans de plusieurs wilayas du pays dans le cadre de l'animation de la saison estivale, à-on informé di-

manche auprès de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM). Dans une déclaration à l'APS, le directeur de la CAM, lthri Boutaba, a précisé que ces espaces ont été installés au niveau de la place des chauhada du chef-lieu de wilaya, de la place Stora au port de plaisance, de la gare maritime du port,

du village touristique de Filfila, de la 11ème plage de Filfila ainsi que des plages d'Ain Doula, Tamanart et El Marsa. Ces expositions tenues dans le cadre du programme d'animation de l'été 2026 sont marquées par la participation de 350 artisans venus de 12 wilayas du pays, notamment

du Sud et se poursuivront jusqu'à la fin du mois d'août prochain, selon la même source. Des produits artisanaux, dont des objets de décoration, des articles de poterie et de dinanderie, des bijoux traditionnels, des tapis et des gâteaux traditionnels sont exposés lors de cette manifestation.

L'objectif de l'initiative est de faire connaître et de préserver les métiers artisanaux, les transmettre aux générations futures et encourager le tourisme local de sorte à renforcer l'attractivité de la wilaya, à l'adresse indiquée.

Agence

MOSTAGANEM

Ouverture du plus grand centre commercial au niveau national

Le centre commercial "AZ MALL GRAND MOSTA", le plus grand au niveau national, a été ouvert dans la wilaya de Mostaganem, avec un investissement dépassant les 8 milliards de DA, ce qui reflète la dynamique que connaît le climat de l'investissement en Algérie et renforce la place du secteur des services comme l'un des moteurs de la diversification de l'économie nationale, indique dimanche un communiqué de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). L'AAPI précise que ce projet, enregistré auprès de ses services et ayant conservé de son agrément, figure parmi les importants plus investissements privés dans le secteur des ser-

vices. Réalisé sur une superficie de plus de 6 hectares, ce projet dispose d'une capacité d'accueil supérieure à 20.000 visiteurs par jour, constituant ainsi un pôle commercial et de loisirs intégré au service de la wilaya de Mostaganem et des wilayas de l'ouest du pays, selon la même source. Le centre « compte plus de 200 locaux commerciaux représentant diverses marques nationales et internationales, ainsi que des espaces de loisirs comprenant une cité de jeux, des salles de cinéma, des salles de sport et le premier circuit couvert de karting (Indoor Karting) en Algérie. Il abrite également des restaurants, des cafés modernes, des espaces de promotion de la cuisine algérienne et des cuisines

du monde, ainsi qu'une école privée de formation spécialisée, ajoute la même source. Le projet devrait contribuer à "la création d'environ 1.500 emplois directs, et de nombreux autres indirects, et dynamiser un vaste réseau d'activités commerciales, de services et de logistique, renforçant ainsi l'activité économique et le développement local". Le centre constitue également un « levier économique et touristique, en attirant des visiteurs et des consommateurs de différentes wilayas du pays, tout en renforçant la place de Mostaganem comme destination de shopping et de loisirs ». Il aura ainsi des retombées positives sur le tourisme, les établissements hôteliers et les services, tout en

stimulant de nouveaux investissements dans les activités complémentaires", note la même source. Ce nouveau centre commercial représente « un modèle de grands investissements à fort impact socioéconomique, grâce aux espaces commerciaux, de loisirs et de services intégrés qu'il offre, aux opportunités d'emploi et d'investissement qu'il génère, ainsi qu'à sa contribution au renforcement de la place de la wilaya de Mostaganem en tant que pôle économique, commercial et touristique, tout en soutenant la diversification de l'économie nationale et l'attractivité de l'Algérie pour les investissements de qualité », conclut la même source.

APS

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

2^e partie

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

Par David Martin (*)

En 1863, pendant la guerre de Sécession, le financement des dépenses publiques était une question de vie ou de mort pour l'Union. À court d'argent et de plus en plus irritée des effets inflationnistes liés à l'impression de monnaie fiduciaire (« greenbacks ») pour financer la guerre, l'Union cherchait désespérément un moyen d'inciter davantage de particuliers ou d'entreprises à prêter de l'argent au gouvernement fédéral. Le système bancaire en place (souvent appelé « système de libre banque » (1837-1863), caractérisé par un patchwork de réglementations étatiques et l'absence de monnaie nationale, ne constituait pas une source d'emprunt efficace pour le gouvernement fédéral. En effet, les États n'exigeaient pas toujours des banques qu'elles détiennent de la dette fédérale dans leur bilan.

Le besoin du gouvernement de se financer à bas coût a souvent joué un rôle de catalyseur dans la transformation du système bancaire américain, semant ainsi les germes de crises financières futures. Souhaitant renflouer les caisses du Trésor par d'autres moyens que l'impression de monnaie, le secrétaire au Trésor Salmon Chase proposa un nouveau système bancaire « national ». À ne pas confondre avec la Première ou la Seconde banque des États-Unis, le système proposé permettrait à de nouvelles banques agréées au niveau national (mais entièrement privées) de déposer des obligations fédérales auprès du gouvernement afin de garantir l'émission de leurs billets de banque. Comme aujourd'hui, Chase cherchait à inciter les nouvelles institutions financières à prêter au gouvernement par le biais de modifications réglementaires. Malgré l'opposition du système bancaire d'État en place, les Républicains n'avaient pas d'autre choix en 1863. Le sort de l'Union était en jeu. À l'issue d'un vote largement déterminé par la loyauté partisane, le système bancaire national fut adopté au début de l'année 1863, stabilisant ainsi le marché obligataire et réduisant les coûts d'emprunt du pays afin que l'Union puisse mener la guerre de Sécession. Le besoin du gouvernement fédéral de s'endetter à moindre coût a favorisé une refonte fondamentale du système bancaire du pays, qui a mis en place des incitations légales pour que les investisseurs prêtent à l'État.

Quelles sont les implications de la mise en place d'un système bancaire reposant sur la dette publique, à l'instar de ce qu'ont fait les Républicains avec le système bancaire national ? Bien que ce système ne soit pas aussi sûr que celui de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) d'aujourd'hui, qui permet au gouvernement fédéral de garantir les dépôts bancaires à hauteur de 250 000 dollars, ce n'est pas la pire des solutions. De nos jours, les bons du Trésor sont considérés comme très sûrs et hautement liquides, ce



qui signifie que rares sont ceux qui remettraient en cause la qualité des actifs sous-jacents des banques, réduisant ainsi les risques de panique bancaire. Mais il existe également des risques évidents. En établissant un lien entre le domaine budgétaire et le domaine financier, les décideurs politiques ont lié le sort du système bancaire national aux aléas des finances publiques. Qu'advient-il, par exemple, du système bancaire lorsque le montant total de la dette publique évolue ? L'histoire nous fournit là encore des repères.

Après les déficits colossaux engendrés par la guerre de Sécession, les responsables politiques ont, pendant la Reconstruction, augmenté les impôts et réduit les dépenses, ce qui a permis au gouvernement fédéral d'enregistrer un excédent budgétaire. Bien que les excédents soient souvent considérés comme un élément résolument positif, ils peuvent avoir des effets économiques indésirables. Fort de cet excédent, le Trésor a commencé à rembourser sa dette au lieu d'émettre de nouveaux titres, réduisant ainsi le montant total de la dette publique en circulation. Cependant, comme la réglementation financière imposait aux banques nationales d'acheter de la dette fédérale pour émettre des billets de banque, et que celle-ci se faisait de plus en plus rare, les banques ont commencé à s'adapter : elles ont entièrement modifié leurs instruments mo-

nétaires, s'appuyant de plus en plus sur les dépôts bancaires plutôt que sur les billets. La question qui se posait ici était que, contrairement aux billets de banque, les dépôts bancaires n'étaient pas tenus d'être garantis par la dette publique et pouvaient au contraire être garantis par la dette privée.

Ce système bancaire fondé sur les dépôts et soutenu par la dette privée, et favorisé par les réformes fiscales du gouvernement, s'est révélé très fragile. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, ce système a connu de fréquentes crises bancaires, qui ont culminé avec le pire krach bancaire de l'histoire des États-Unis lors de la Grande Dépression. La création du système bancaire national n'a pas été la seule occasion où le gouvernement fédéral a remanié le système financier afin d'encourager un endettement à faible coût, ce qui a eu des conséquences désastreuses par la suite. Comme je l'ai expliqué en détail ailleurs, le marché des « repo » [contrat de vente et de rachat, NdT], un élément clé du système bancaire parallèle qui s'est effondré lors de la grande crise financière de 2007-2008, a été créé pour aider à financer à moindre coût la dette publique pendant la Guerre froide. Pour pousser les investisseurs à prêter à l'État, on a de nouveau autorisé l'utilisation de la dette publique comme garantie dans le cadre d'un nouveau modèle bancaire. Or, lorsque l'administration

Clinton, dans les années 1990, a enregistré un excédent budgétaire fédéral pour la première fois en près de trente ans, ces « banques parallèles » ont commencé à préférer la dette privée à la dette publique en tant que garantie, notamment les titres adossés à des créances hypothécaires (MBS).

Le recours à l'endettement immobilier des particuliers pour soutenir le système monétaire s'est révélé extrêmement instable. Lorsque la bulle immobilière a éclaté en 2007, cela a non seulement affecté le secteur immobilier, mais cela a eu aussi des répercussions sur le système financier, provoquant des paniques bancaires et une catastrophe économique.

Les stablecoins resteront-ils stables ?

Quel enseignement pouvons-nous tirer de cette histoire quant aux cryptomonnaies et aux stablecoins ? Tout d'abord, alors que de nombreux commentateurs actuels ont comparé l'essor des stablecoins et la loi GENIUS au système de « Free Banking » en raison de la croissance de la monnaie émise par le secteur privé, le secteur émergent des stablecoins s'apparente davantage au système des banques nationales en raison de ses liens avec le marché des bons du Trésor.

C'est précisément en raison de cette relation que, à court terme, les stablecoins pourraient s'avérer plus stables que ne le laissent entendre la plupart des commentateurs. Cela s'explique simplement par le fait que leurs dépôts sont adossés à la dette publique. La valeur de cette dette publique, soutenue par les interventions fréquentes de la Réserve fédérale, a peu de chances de s'effondrer dans un avenir proche. Bien que ce système ne soit pas aussi sûr que l'assurance-dépôts (dans laquelle les dépôts bancaires jusqu'à un certain montant sont garantis par la « pleine confiance et le crédit du gouvernement des États-Unis »), il s'est révélé plus stable que les systèmes monétaires adossés uniquement à la dette privée.

Cependant, à l'instar du système bancaire national et du marché des opérations de prêt sur titres qui a suivi, les décideurs politiques ont, avec la loi GENIUS, lié le sort de ce nouveau système bancaire à celui des finances publiques. Une éventuelle réduction du niveau de la dette publique, bien qu'elle constitue un objectif louable d'un certain point de vue, pourrait avoir de graves répercussions sur le système financier en l'absence d'autres réformes. S'il est peu probable que le gouvernement fédéral enregistre un excédent dans les années à venir en raison de l'ampleur considérable du déficit, c'est là une intention déclarée de la politique tarifaire de l'administration Trump.

(A suivre)

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.

Source : Jacobin, publié le 11-06-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ÉGYPTE

Le Caire attend 1,5 milliard d’euros de l’Union européenne

L'Égypte devrait recevoir dans les prochains jours un nouveau versement de 1,5 milliard d'euros de l'Union européenne dans le cadre de son programme d'assistance macrofinancière de 5 milliards d'euros, a annoncé samedi le ministre égyptien des Affaires étrangères, Badr Abdelatty.

Lors d'une conférence de presse organisée dans la nouvelle capitale administrative du pays, en présence de la commissaire européenne chargée de la Méditerranée, Dubravka Suica, le chef de la diplomatie égyptienne a précisé que les 3 milliards d'euros restant à décaisser seraient versés en deux tranches égales de 1,5 milliard d'euros.

Selon lui, Le Caire espère percevoir le dernier versement d'ici le début de l'automne.

À ce jour, l'Union européenne a déjà déboursé 2 milliards d'euros dans le cadre de ce programme : une première tranche d'un milliard d'euros en janvier 2025, suivie d'un second versement du même montant plus tôt cette année.

Cette assistance macrofinancière s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique conclu entre l'Union européenne et l'Égypte en 2024, d'un montant total de 7,4 milliards d'euros. Ce paquet comprend notamment 5 milliards d'euros de prêts concessionnels destinés à soutenir l'économie égyptienne et à renforcer sa stabilité financière.

Agence

MAURITANIE

Signature d’un accord de coopération avec les USA dans le domaine des minerais critiques et des terres rares

Le ministre des Mines et de l'Industrie, M. Dy Ould Zeine, et la chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis d'Amérique en Mauritanie, Mme Corina R. Sanders, ont signé, mardi au siège du ministère à Nouakchott, un accord-cadre entre les deux pays visant à renforcer la coopération dans le domaine de la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques et en éléments des terres rares, ainsi qu'à développer les activités d'extraction et de transformation de ces ressources.

Cet accord établit un cadre de coopération commun destiné à soutenir le développement du secteur des minerais critiques, à renforcer la résilience et la sécurité des chaînes d'approvisionnement, à encourager les investissements et à favoriser l'échange d'expertises. Il devra ainsi contribuer au développement des opérations minières et de transformation, ainsi qu'à la création de valeur ajoutée à partir des ressources minérales, dans le cadre d'un partenariat au service des intérêts communs des deux pays.

Agence

TUNISIE

Les délestages exposent les fragilités d’un système électrique dépendant de l’extérieur

Le réseau électrique tunisien connaît de nouvelles tensions, alors même que le pays cherche à diversifier son mix énergétique et à développer ses échanges d’électricité avec l’extérieur.

Synthèse Rédaction Internationale

La Tunisie dessert presque entièrement sa population en électricité, mais les délestages de juillet rappellent que l'accès universel ne garantit ni la continuité du service ni l'autonomie énergétique. Encore très dépendant du gaz algérien, le pays veut accélérer sur le segment renouvelable, et préparer de futurs échanges d'électricité verte avec l'Europe. Depuis la mi-juillet, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) programme des coupures tournantes dans plusieurs régions. Le Grand Tunis, le Nord, le Nord-Ouest, le Centre, Sfax, le Sud-Ouest et le Sud figurent notamment parmi les zones susceptibles d'être temporairement privées d'électricité. Selon la STEG, ces interruptions visent à préserver la sécurité et la pérennité du système électrique face à une forte hausse de la demande. Les températures élevées ont en effet entraîné une utilisation intensive des équipements de climatisation, particulièrement durant les heures les plus chaudes de la journée. Le PDG de la STEG a indiqué, le mercredi 15 juillet, que la demande atteignait environ 5 000 MW entre 14 heures et 16 heures, soit près de 30 % de plus que le niveau habituel. La compagnie n'a toutefois pas publié de chiffre détaillé sur la puissance effectivement disponible, ou sur le volume total délesté.

La situation contraste avec le niveau d'électrification du pays. La Tunisie fait partie

des rares États africains à afficher un accès à l'électricité proche de 100 %. Mais cet indicateur mesure avant tout le raccordement de la population, et ne renseigne pas forcément à lui seul sur la capacité du système à satisfaire les demandes de pointe, ni sur la continuité de l'alimentation.

Une production électrique toujours dépendante du gaz algérien

Les tensions actuelles mettent surtout en évidence la dépendance extérieure du secteur. À fin mai 2026, le gaz naturel assurait encore 91 % de la production nationale d'électricité, contre seulement 9 % pour les énergies renouvelables, selon l'Observatoire national de l'énergie et des mines. Dans le même temps, 63 % de l'approvisionnement du pays en gaz provenait d'achats directs auprès de l'Algérie. Une part supplémentaire de 11 % correspondait à la redevance en nature perçue sur le transit du gaz algérien vers l'Italie. Ainsi, près des trois quarts du gaz disponible étaient donc liés aux flux algériens. Cette dépendance ne concerne pas seulement le combustible utilisé dans les centrales. La Tunisie importe également directement de l'électricité, principalement depuis l'Algérie. Or, son voisin fait lui-même face à une montée rapide de la demande pendant les épisodes de forte chaleur. Cette pression peut limiter les volumes exportables lors des périodes de pointes, même si aucune source officielle n'établit

qu'elle a directement provoqué les délestages tunisiens.

L’exportation d’électricité verte à l’épreuve des besoins nationaux

Malgré les délestages et cette dépendance, la Tunisie prépare déjà une nouvelle étape, qui consiste à développer massivement les énergies renouvelables et échanger, à terme, de l'électricité avec l'Europe, notamment grâce à l'interconnexion ELMED avec l'Italie.

Le mouvement commence à prendre forme. L'émirati AMEA Power a mis en service en décembre 2025 à Kairouan, une centrale solaire de 120 MWc. Le norvégien Scatec a également lancé de nouvelles capacités photovoltaïques, et poursuit le développement d'autres projets dans le pays. La progression reste néanmoins limitée face au poids du gaz. Avec 9 % de la production nationale à fin mai 2026, le renouvelable doit encore changer d'échelle avant de pouvoir couvrir une part importante de la demande locale, et dégager des surplus exportables.

L'ambition d'un hub énergétique qui fournirait l'Europe suppose donc davantage de capacités électriques locales et indépendantes, que la seule construction d'un câble sous-marin. Elle exige aussi un réseau intérieur capable d'acheminer cette production, ainsi que des moyens d'équilibrage et de stockage pour répondre aux périodes de pointes.

IRAK

Partenariat avec Schneider Electric pour le développement d’un centre de données

Schneider Electric a annoncé un partenariat stratégique avec l'entreprise irakienne T964 – filiale du groupe Amwaj, un des principaux groupes privés irakiens – pour le développement des infrastructures électriques et de refroidissement du premier centre de données commercial Tier III d'Irak actuellement en construction à Bag-

dad. Dans sa première phase, le centre de données devrait compter 340 baies informatiques pour une capacité pouvant atteindre 12 MW, alimentée par une puissance électrique installée de 84 MW. Ce projet, dont la mise en service est prévue d'ici fin 2026, vise à répondre aux besoins croissants des entreprises, établissements finan-

ciers, opérateurs télécoms et fournisseurs de services cloud, dans un contexte de forte progression de la demande de services numériques en Irak. Au-delà de son intérêt technologique, cette infrastructure s'inscrit la stratégie des autorités irakiennes visant à diversifier l'économie et à développer un écosystème numérique

susceptible d'attirer davantage d'investissements privés. Si des défis subsistent, notamment en matière d'approvisionnement électrique, de connectivité internationale et de réglementation, ce projet constitue une étape importante dans le développement des infrastructures numériques du pays.

Agence

LIBYE

Découverte d’un nouveau gisement pétrolier dont les réserves avoisinent les 200 millions de barils

La Compagnie nationale de pétrole libyenne (NOC) a annoncé le 17 juillet la découverte d'un nouveau gisement pétrolier dont les réserves sont estimées à environ 195 millions de barils, avec une capacité de production prévue d'environ 5 000 barils par jour. Selon NOC, le champ pétrolier d'Eassar a été découvert après que la compagnie énergétique autrichienne OMV ait foré le puits d'exploration B1-106/4. La Compagnie nationale de pétrole (NOC) a indiqué que le gisement d'Eassar est situé dans le bassin sédimentaire

de Syrte, au centre de la Libye. Zueitina Oil Operations, filiale de la NOC, assurera l'exploitation principale du gisement. L'augmentation de la production pétrolière à son plus haut niveau depuis plus d'une décennie contribue non seulement à améliorer les recettes budgétaires de la Libye, mais aussi à renforcer sa position sur le marché de l'énergie. Selon la NOC, l'avantage du champ d'Eassar réside dans sa proximité avec les infrastructures de production existantes, ce qui permettra de mettre le champ en production commerciale plus rapide-

ment, contribuant ainsi à augmenter la production de pétrole et à renforcer l'industrie pétrolière et gazière libyenne. D'après les derniers chiffres publiés par la NOC, la Libye produit actuellement plus de 1,4 million de barils de pétrole par jour. Étant un pays exempté des quotas de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses partenaires (OPEP+), le budget annuel de la Libye dépend fortement de ses recettes pétrolières.

R I.

TRANSPORTS EN AFRIQUE

Un vivier d’emplois encore sous-exploité

Le secteur du transport en Afrique présente un important potentiel d’emplois, entre chômage persistant des jeunes et déficit de compétences techniques. Ce potentiel reste pourtant largement sous-exploité, selon les données disponibles en 2026.

Synthèse Rédaction Internationale

Le transport figure parmi les secteurs les plus mobilisés par les stratégies continentales d’intégration économique en Afrique. Le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) en constitue un des principaux cadres. Formellement adopté par les chefs d’État et de gouvernement de l’Union africaine (UA) en 2012, il est piloté depuis lors par l’Agence de développement de l’Union africaine (AUDA-NEPAD), créée en juillet 2018 lors du sommet de Nouakchott, en remplacement de l’ancienne Agence du NEPAD. Concrètement, le PIDA avance par tranches, appelées Plans d’action prioritaires (PAP). La première, le PAP1, a couvert la période 2012-2020 et mobilisé environ 82 milliards USD sur 433 projets, selon l’AUDA-NEPAD. La seconde, le PAP2, court jusqu’en 2030 et resserre la sélection à 69 projets jugés à plus fort impact. Ensemble, ces deux tranches structurent les grands corridors routiers, ferroviaires, portuaires et énergétiques du continent.

Un gisement d’emplois évalué à plusieurs millions

Cette architecture commence à porter ses fruits en matière d’emploi, avec des chiffres

qui donnent d’ores et déjà la mesure du potentiel. Les projets PIDA avaient déjà généré environ 162 000 emplois en 2023, selon l’AUDA-NEPAD. Ces données sont reprises dans un rapport de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publié en 2025, et basé sur 94 projets répartis dans 34 pays. Ce rapport évalue à 15 millions le nombre d’emplois supplémentaires que pourrait générer leur construction, leur exploitation et leur maintenance. Le corridor nord-sud, qui regroupe 16 projets dans 8 pays, illustre cette ampleur. Il devrait à lui seul créer 4,5 millions d’emplois sur toute sa durée de vie. À cela s’ajoutent environ 130 000 emplois indirects, notamment dans l’agro-alimentaire, les mines et le commerce. Au-delà des volumes, ces chiffres traduisent surtout un effet démultipliateur, qui dépasse largement les seuls métiers de conduite ou de maintenance. Ingénieurs, techniciens de signalisation, contrôleurs aériens, logisticiens et gestionnaires de corridors figurent désormais parmi les profils les plus recherchés. Deux exemples récents illustrent concrètement cette diversification des besoins. Le corridor ferroviaire de Lobito relie l’Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie. Son concessionnaire, Lobito Atlantic Railway, emploie localement 945 per-

sonnes. Ce chiffre concerne son tronçon angolais de 1 289 kilomètres, dont 97 % de ressortissants angolais. Au Maroc, dans un registre différent, l’Office national des aéroports a récemment lancé une campagne de recrutement pour 47 postes qualifiés. Elle s’inscrit dans sa stratégie « Aéroports 2030 », et couvre l’ingénierie électro-mécanique, le génie civil et l’exploitation aéroportuaire. Ces deux exemples confirment que les besoins du secteur ne cessent de se diversifier.

Une main-d’œuvre qualifiée encore insuffisante

Ce potentiel se heurte pourtant à un obstacle récurrent. Il s’agit d’un déficit persistant de compétences techniques certifiées. Les sous-secteurs du transport routier, ferroviaire et de l’aviation civile emploient une grande variété de catégories professionnelles, selon l’Organisation internationale du travail (OIT). Mais dans plusieurs pays, les filières de formation technique restent insuffisamment connectées aux besoins réels des opérateurs. Résultat, les postes d’ingénieurs, de techniciens de maintenance et de contrôleurs qualifiés restent longs à pourvoir localement. Les viviers formés localement font encore défaut.

CAMEROUN

Camtel et Amazon discutent de cloud, de satellites et d’IA

L’Afrique est devenue l’un des terrains de jeu des multinationales opérant dans les technologies émergentes. C’est dans cette dynamique que les dirigeants de l’américain AWS se sont rendus au Cameroun. Cameroon Telecommunications (Camtel) et Amazon Web Services (AWS) explorent des possibilités de collaboration dans les services cloud, l’intelligence

artificielle et les technologies satellitaires. Les contours techniques, financiers et contractuels d’un éventuel partenariat n’ont toutefois pas encore été précisés. Une délégation d’AWS pour l’Afrique, composée notamment de Raya Nassar et Terrence Naidoo, a récemment été reçue par Judith Yah Sunday, directrice générale de Camtel. La rencontre s’est déroulée en présence d’Antoi-

nette Manyaga, représentante des services des technologies de l’information et de la communication de l’ambassade des États-Unis au Cameroun. Selon Camtel, les discussions ont porté sur les technologies satellitaires, les solutions cloud et l’intelligence artificielle. Les deux entreprises cherchent à identifier des synergies susceptibles de soutenir la transformation numérique du Cameroun et

le développement de nouveaux services pour leurs clients. Amazon Web Services est la branche du groupe américain Amazon spécialisée dans l’informatique dématérialisée. Elle fournit à distance des capacités de stockage, de calcul, de traitement de données et d’intelligence artificielle aux entreprises, aux administrations et aux développeurs.

R I.

NIGERIA

L’Etat accélère la digitalisation de son agriculture

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à hauteur de 23 % du PIB et emploie environ 34 % de la population active. Depuis quelques années, Abuja intègre progressivement les technologies numériques dans la gouvernance du secteur dans l’optique d’en améliorer les performances. Le 17 juillet dernier, une délégation du gouvernement nigérian en visite au Maroc a signé un protocole d’accord avec OCP Africa, filiale du groupe marocain OCP spécialisée dans les solutions agricoles, et Ground Truth Analytics, une entreprise active dans les technologies géospatiales. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce partenariat marque le lancement du National Agro-Productivity System (NAPS), une plateforme de suivi agricole alimentée par l’intelligence artificielle (IA) et les données satellitaires

De quoi s’agit-il ?

Le système s’appuie sur des images satellitaires analysées par des algorithmes d’intelligence artificielle. Ceux-ci sont capables d’identifier automatiquement les parcelles agricoles, de reconnaître les cultures qui y sont plantées et d’en suivre l’évolution tout au long de la campagne, grâce à des images actualisées tous les cinq jours. Concrètement, ce dispositif permettra aux autorités et aux gouvernements des États de suivre en temps réel les superficies cultivées, la répartition des cultures, leur stade de développement, les estimations de rendements attendus ainsi que les risques susceptibles d’affecter la production agricole. Il est prévu que le système soit déployé progressivement, avec une phase pilote dans un premier État avant une exten-

sion à trois États, puis à 15 États prioritaires. Les autorités nigérianes ont également indiqué que les données générées seront hébergées sur des serveurs installés dans le pays afin d’en garantir la souveraineté.

Un savoir-faire déjà établi

Ce n’est pas la première initiative d’Abuja visant à moderniser son secteur agricole grâce à ce genre de technologies numériques. Le Nigeria intègre en effet depuis plusieurs années, les technologies spatiales dans la gestion de son agriculture. À travers l’Agence nationale de recherche et de développement spatial (NASRDA), le pays développe déjà plusieurs outils reposant sur l’observation de la Terre. En 2024, l’agence a notamment lancé CropWatch, un système de surveillance des cultures utili-

sant les données satellitaires. Cette dynamique s’est poursuivie en 2025 avec l’annonce du projet Innovative Agriculture, développé en partenariat avec l’Agence spatiale européenne (ESA). Ce dernier projet vise à fournir aux petits exploitants des informations sur la qualité des sols, les cultures les mieux adaptées et les calendriers de semis grâce à l’exploitation des données spatiales. Le NAPS marque toutefois une nouvelle étape. Alors que les précédents projets étaient principalement orientés vers l’accompagnement des producteurs, cette nouvelle plateforme ambitionne de fournir aux décideurs publics des informations consolidées sur l’évolution des campagnes agricoles afin d’éclairer les décisions en matière de production, de commerce et de gestion des stocks alimentaires.

Agence

OR EN CÔTE D’IVOIRE

Freiné, Resolute dévoile son plan pour maintenir le projet ABC à flot

Déjà engagée dans la construction de la mine Doropo, Resolute Mining veut accélérer sur son second projet ivoirien, ABC. Une première tentative en ce sens avait toutefois été révoquée en mai dernier par le régulateur boursier australien. En Côte d’Ivoire, la compagnie minière australienne Resolute Mining prévoit d’investir entre 15 et 25 millions de dollars australiens (10,4 à 17,4 millions USD) sur les 12 à 18 prochains mois dans son projet aurifère ABC. Dévoilé mercredi 22 juillet, ce plan doit accélérer le développement d’un actif dont la première étude économique avait été rattrapée, plus tôt cette année, par les règles du marché.

En mai dernier, le groupe avait en effet publié une évaluation économique destinée à poser les bases d’une future mine sur le site. Celle-ci décrivait un actif capable de produire en moyenne 141 000 onces d’or par an sur 12 ans, pour un coût de 648 millions USD. Ce cadre a toutefois été rapidement invalidé par l’ASX, la bourse australienne sur laquelle Resolute est cotée.

En cause, le niveau d’incertitude élevé entourant les 2,16 millions d’onces de ressources minérales inférées sur lesquelles reposait l’étude, une catégorie qui nécessite d’être consolidée par des données plus fiables, à l’image des ressources indiquées ou mesurées.

Le nouveau plan d’investissement répond directement à cette exigence. Concrètement, les fonds serviront à financer une campagne de forage de plus de 80 000 mètres, destinée à convertir les ressources inférées actuelles, désormais portées à 3,02 millions d’onces, en catégorie indiquée. Cette campagne s’accompagnera de nouvelles études de faisabilité, d’études environnementales et d’essais métallurgiques, ainsi que du lancement des démarches nécessaires à l’obtention des permis miniers du projet, l’ensemble devant aboutir d’ici fin 2027.

« Nous nous concentrons désormais sur la phase suivante de la réduction des risques du projet et de l’avancement des études de faisabilité. Ces objectifs seront atteints grâce au programme de travail approuvé, qui comprendra des forages supplémentaires, des essais métallurgiques, des études de référence environnementales et sociales, les démarches d’obtention des permis [...]. Le projet ABC est en cours de développement avec pour objectif de devenir la quatrième mine de Resolute en Afrique de l’Ouest et notre deuxième mine en Côte d’Ivoire », a déclaré Chris Eger, directeur général du groupe.

R I.

POINT-MARCHÉS

La géopolitique rassure les Bourses européennes avant des jours très chargés

Rassurées par une accalmie au Moyen-Orient, les Bourses européennes entament avec confiance la semaine habituellement la plus chargée de l'année, entre réunions de banques centrales, avalanche de données macroéconomiques et batterie de publications d'entreprises cotées.

Vers 10h15, l'indice Euro Stoxx 600 avance de 0,4%, avec des progressions de 1,1% pour le DAX de Francfort, de 0,8% pour l'IBEX de Madrid, de 0,4% pour le CAC 40 (vers 8 405 points), ou encore de 0,2% pour le FTSE de Londres. Les cours du pétrole s'apaisent, avec le WTI et le Brent revenant respectivement vers 84,4 USD et 93,1 USD, sur fond d'espoir d'une accalmie au Moyen-Orient, où une nouvelle nuit s'est déroulée sans affrontements entre l'armée américaine et les gardiens de la révolution. Aucune frappe américaine sur le territoire iranien n'a en effet été signalée dimanche par Téhéran qui, de son côté, n'a revendiqué aucune attaque contre ses voisins du Golfe alliés de Washington, ces derniers n'ayant, eux non plus, fait état d'aucune alerte nocturne. Une baisse des tensions géopolitiques pourrait aider les marchés à se concentrer cette semaine sur une actualité économique particulièrement dense, avec notamment les annonces attendues de la Fed, de la Banque d'Angleterre et de la Banque du Japon.

Vers un statu quo de la Réserve fédérale mercredi

"La Réserve fédérale devrait maintenir une attitude vigilante en juillet, alors que la patience

des décideurs s'amenuise", estimait vendredi dernier Jenny Zeng, CIO Fixed Income chez Allianz Global Investors, en amont de la réunion du FOMC prévue mardi et mercredi. L'analyste prévoit ainsi que la Fed maintiendra sa fourchette cible des Fed Funds inchangée, entre 3,50% et 3,75%, lors de sa réunion des 28 et 29 juillet, tout en conservant une position restrictive face à l'inflation "après le virage hawkish opéré en juin". "Malgré un certain ralentissement de l'inflation, les décideurs politiques restent préoccupés par les pressions persistantes sur les prix et les risques à la hausse. Nous continuons de miser sur un resserrement de 50 points de base d'ici la fin de l'année", pronostique-t-elle.

Une avalanche de données et de publications en vue

Cette dernière semaine de juillet sera aussi marquée par la parution de nombreux indicateurs, parmi lesquels les premières estimations de la croissance du 2e trimestre aux Etats-Unis, dans la zone euro ainsi que dans certains pays européens, dont l'Allemagne et la France. Sur le Vieux Continent, les investisseurs devraient aussi se montrer attentifs aux estimations préliminaires de l'inflation dans la zone

euro, en Allemagne et en France, ainsi qu'à l'indice du sentiment économique calculé par la Commission européenne. De l'autre côté de l'Atlantique, sont aussi attendus les indices de confiance des ménages du Conference Board et de l'Université du Michigan, les revenus et dépenses des ménages, ainsi que l'indice des prix PCE, habituellement surveillé de près par la Fed. Les prochains jours verront enfin la saison des résultats battre son plein, avec notamment Safran, Unilever, Air Liquide, Rio Tinto, L'Oréal, Hermès, Shell, Airbus, Schneider Electric, Société Générale, AB InBev, Rolls-Royce ou BBVA, qui publieront leurs résultats en Europe. Des poids lourds de la cote américaine tels que Visa, Coca-Cola, Boeing, Microsoft, Meta, Procter & Gamble, Apple, Amazon, ExxonMobil, Chevron et AbbVie doivent eux aussi dévoiler leurs comptes trimestriels d'ici vendredi soir.

L'indice IFO dépasse les attentes en juillet

En attendant ces très nombreux rendez-vous,

cette première matinée de la semaine démarre du bon pied avec un indice IFO du climat des affaires en Allemagne ressorti à 86,6 en juillet après 85,7 le mois précédent, alors qu'il était attendu à 86,1. Sur le front des valeurs, Thales gagne 2,4% à Paris, dans le sillage d'un relèvement de recommandation chez Deutsche Bank, de "conserver" à "acheter", avec un objectif de cours relevé de 283 EUR à 296 EUR, sur le titre du groupe de technologies pour la défense. Ce sont toutefois Eutelsat et SES qui prennent la tête du SBF 120 parisien avec des gains de l'ordre de 6,5%, les deux opérateurs de satellites devant recevoir des paiements à la suite d'une décision de la FCC concernant la bande C supérieure aux Etats-Unis. Ailleurs en Europe, les investisseurs accueillent favorablement un relèvement des objectifs annuels de l'opérateur télécoms Vodafone (+3%) ainsi que les résultats trimestriels meilleurs que prévu du laboratoire pharmaceutique AstraZeneca (+1,8%) à Londres.

Agence

FRANCE

La Bourse de Paris profite de la chute des prix du pétrole

La Bourse de Paris évolue en petite hausse lundi, soutenue par la chute des prix du brut en l'absence de nouvelles frappes en Iran durant le week-end, au démarrage d'une semaine chargée en résultats d'entreprises et en décisions de banques centrales. L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, prenait 0,60% à 8.422,65 points vers 09H40 heure de Paris. Vendredi, l'indice CAC 40 avait terminé dans le vert (+0,88% à 8.372,28 points). "Le sentiment s'est nettement amélioré en l'absence, ce week-end, de nouvelles concernant d'autres attaques des Etats-Unis contre l'Iran, ce qui s'est traduit par des hausses marquées dans presque tous les grands indices boursiers", résume Andreas Lipkow pour CMC Markets. Aucun bombardement américain n'a en effet été signalé en Iran depuis vendredi soir, marquant une pause dans les hostilités après deux semaines de frappes sans précédent depuis le cessez-le-feu d'avril. "Cette évolution a considérablement réduit la prime de risque géopolitique", note Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB. "Il s'agit d'un changement majeur par rapport à la semaine dernière, lorsque le pétrole flirtait avec les 100 dollars le baril." Le Brent, la référence mondiale du brut, évolue

désormais autour des 90 dollars le baril. "La question est désormais de savoir si la déescalade des tensions entre l'Iran et les États-Unis aura un effet durable de modération sur les prix du pétrole et si elle permettra d'atténuer les craintes inflationnistes à l'approche des réunions de plusieurs grandes banques centrales", explique Mme Brooks. La semaine s'annonce en effet chargée en décisions de banques centrales avec la Réserve fédérale américaine (Fed) qui ouvre le bal mercredi, mais aussi en résultats d'entreprises. Plusieurs publications de poids lourds de la tech sont très attendues, notamment Microsoft, Meta et Samsung mercredi, puis Apple et Amazon jeudi. TotalEnergies emporté par la chute du pétrole La baisse des cours du pétrole pèse mécaniquement sur les perspectives de bénéfices des groupes pétroliers comme TotalEnergies (-2,77%, à 73,80 euros vers 09H40 heure de Paris) ou Maurel & Prom (-4,30% à 8,24 euros). A l'inverse, la baisse des prix du brut profite sans surprise aux industriels pour qui l'énergie reste un important poste de dépenses. Vers 09H40 heure de Paris, Saint-Gobain gagnait 1,24% à 75,08 euros et ArcelorMittal prenait 2,10% à 60,10 euros.

Agence

BOURSE ZURICH

Les investisseurs positifs en entame d'une semaine très chargée

La Bourse suisse a ouvert sur une note positive lundi, au début d'une semaine extrêmement chargée en résultats d'entreprises, politique monétaire et données macroéconomiques. Les investisseurs devront digérer une trentaine de résultats de firmes helvétiques, notamment ceux de Logitech et d'UBS, ainsi que la décision sur les taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) et l'inflation outre-Atlantique. "La dernière semaine de juillet 2026 pourrait bien devenir l'une des plus importantes de l'été pour les marchés financiers. Les investisseurs devront absorber simultanément une réunion de la Réserve fédérale, les résultats de quatre géants technologiques, les chiffres du PIB américain, l'indice PCE d'inflation et une nou-

velle séquence potentiellement décisive dans le conflit entre les Etats-Unis et l'Iran", a résumé John Plasard, responsable de la stratégie d'investissement à la banque Cité Gestion. Hormis les chiffres de l'inflation PCE en juin aux Etats-Unis et les produits intérieurs bruts de la zone euro et américain jeudi, les géants Coca Cola, Boeing, Amazon ou encore Apple vont dévoiler leurs performances trimestrielles. En Suisse, les résultats de Sika, Logitech, UBS et Holcim seront disséqués, entre autres. "L'agenda très chargé de cette semaine, avec de nombreuses données importantes jeudi et plusieurs décisions des banques centrales, devrait apporter un nouveau soulagement et influencer de manière décisive l'évolution

des rendements, des courbes de taux et des écarts pour le reste de l'été", ont quant à eux commenté les experts de Commerzbank Research. Pour ceux de LBBW Research, les marchés financiers restent cependant aussi "sous l'emprise de l'actualité au Moyen-Orient et de l'évolution des cours des matières premières". Le Moyen-Orient sort en effet d'une troisième nuit consécutive sans frappe, après que l'ambassadeur américain à l'ONU a assuré que le président américain Donald Trump voulait laisser une chance à diplomatie. Les cours du pétrole réagissaient vivement à ces annonces, le prix du baril de Brent pour livraison en septembre chutant de 7,06% à 89,92 dollars et celui du WTI de 6,57% à 83,44 dollars. A la Bourse suisse

vers 09h20, l'indice vedette SMI gagnait 0,92% à 14'458,40 points, après avoir brièvement atteint un nouveau plus haut depuis le début de l'année à 14'466,66 points. Le SLI prenait 0,91% à 2297,18 points et le SPI accélérait de 0,87% à 20'244,20 points. La majorité des valeurs vedettes a démarré en hausse, les plus fortes progressions étant enregistrées par Sika (+2,0%), Amrize (+1,7%) et UBS (+1,6%). Le chimiste de la construction va dévoiler mardi ses résultats semestriels et les analystes interrogés par AWP tablent sur un léger ralentissement des ventes et de la rentabilité. La banque aux trois clés livrera sa performance trimestrielle mercredi. A l'autre bout du tableau se trouvaient Kühne+Nagel (-1,2%), Lindt (-

0,2%) et Nestlé (-0,2%). Les analystes d'UBS ont relevé l'objectif de cours du logisticien et confirmé leur recommandation à "neutral". Sur le marché élargi, DKSH (+1,1%) a signé un accord pour acquérir les droits de la marque de contraceptifs oraux Meliane auprès du géant allemand pharma et agrochimique Bayer. L'opération porte sur 30 marchés. Le groupe a par ailleurs conclu un accord de distribution exclusif avec Galaxy Surfactants. Idorsia (+5,3%) accélérait d'avantage. Le laboratoire bâlois a conclu un accord avec son homologue saoudien Jamjoom Pharmaceuticals Factory pour la distribution de son traitement contre l'insomnie Quviviq en Arabie saoudite et dans la région.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Juillet 2026
Valeur : 29 Juillet 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.1783	133.1933
1	EUR	EURO	151.7434	151.7738
1	GBP	POUND STERLING	177.4291	177.4728
100	JPY	JAPANESE YEN	81.3005	81.3295
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6646	19.6685
1	CHF	SWISS FRANC	163.0089	163.0872
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5869	94.6177
1	DKK	DANISH KRONE	20.2796	20.2850
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6979	13.7015
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.9049	13.9092
1	AED	UAE DIRHAM	36.2607	36.2668
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4764	35.4823
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.5375	432.7268
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.7091	45.1584
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2066	14.2082
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7537	20.8600
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3245	3.3348
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.7564	180.7564

ROYAUME-UNI

Londres devrait renforcer la croissance de sa productivité

Le Royaume-Uni a résisté à une série de chocs économiques majeurs. Il sera essentiel de renforcer la croissance de la productivité et la discipline budgétaire pour rehausser le niveau de vie de la population à long terme, en s'appuyant sur l'ambitieux programme de réformes du gouvernement. Réduire les écarts de productivité entre régions et renforcer la sécurité énergétique favoriseraient une croissance plus résiliente et généralisée, selon un nouveau rapport de l'OCDE.

D'après la dernière Étude économique de l'OCDE consacrée au Royaume-Uni, la croissance ralentira temporairement, passant de 1.4 % en 2025 à 0.9 % en 2026, avant de rebondir à 1.1 % en 2027. L'inflation devrait se hisser de 3.4 % en 2025 à 3.7 % cette année, avant de refluer à 2.4 % en 2027. Le niveau élevé et la volatilité des prix de l'énergie, l'accentuation des tensions budgétaires, la faible croissance de la productivité et les fortes disparités entre régions continuent de peser sur les résultats économiques et le niveau de vie, soulignant la nécessité de déployer des efforts soutenus de réforme structurelle pour renforcer la croissance et la résilience de l'économie. « L'enjeu pour le Royaume-Uni est d'accélérer la croissance de sa productivité et de rehausser le niveau de vie de sa population, tout en conservant des finances publiques saines », a déclaré Asa Johansson, Directrice de la Branche des études de politique économique et de la recherche de l'OCDE, lors du lancement du rapport à Londres. « Concrétiser l'ambitieux programme de réformes du gouvernement, tout en reconstituant des marges de manœuvre budgétaires et en investissant dans le capital humain,



l'énergie et les régions, peut contribuer à rendre la croissance plus forte et plus durable sur le long terme. » Il est demeure fondamental de faire preuve de discipline budgétaire, en mettant à profit les récentes améliorations apportées au cadre budgétaire. Redéployer les dépenses en faveur d'investissements publics propices aux gains de productivité, tout en améliorant l'efficacité du système d'imposition et en réduisant les dépenses fiscales inefficaces, contribuerait à reconstituer des marges de manœuvre budgétaires et soutiendrait la croissance à long terme.

L'accentuation des tensions sur les dépenses à long terme nécessite en outre de réformer le système de retraite. Revoir l'indexation des pensions publiques à moyen terme contribuerait à préserver à la fois la viabilité budgétaire et l'adéquation des retraites. Renforcer les incitations au travail et étoffer l'épargne-retraite privée, en particulier pour les groupes caractérisés par une épargne-retraite modeste, comme les travailleurs indépendants, améliorerait les revenus des retraités et réduirait les futures tensions budgétaires.

Synthèse R I.

ITALIE

Le gouvernement prépare un plan d'urgence sur les carburants

Le gouvernement de Giorgia Meloni prépare un « inter-vento ponte » - une intervention-relais - ciblé sur le gasoil pour freiner la flambée des prix à la pompe. Selon Today.it, cette mesure d'urgence pourrait être mise en place « dans les prochains jours », avant la période des grands départs en vacances début août, traditionnellement marquée par le « bollino rosso », signal d'affluence maximale sur les routes. Le plan repose sur la mobilisation de l'extragettito IVA, les recettes de TVA excédentaires enregistrées en juillet sur les accises mo-

biles, dont le calcul définitif est attendu du ministère de l'Économie. L'objectif : donner un signal avant la semaine critique des départs, sans attendre un plan plus large.

Prix records sur le réseau autoroutier

Les prix moyens en libre-service ont atteint 1,981 €/L pour l'essence et 2,184 €/L pour le gazole sur le réseau national au 26 juillet, selon le ministère des Entreprises et du Made in Italy. Sur certaines portions autoroutières, le diesel a dépassé les 2,7 €/L fin juillet, un niveau qui pèse lourdement sur le pouvoir d'achat

des ménages italiens. Cette envolée fait suite à l'expiration, le 3 juillet, des mesures de baisse des accises instaurées plus tôt dans l'année. L'association de consommateurs Codacons estime que le surcoût pour les ménages italiens s'élèvera à environ 841 millions d'euros sur le seul mois de juillet 2026.

Réunion au sommet entre Meloni et Giorgetti

Une réunion s'est tenue le 24 juillet entre la cheffe du gouvernement et le ministre de l'Économie Giancarlo Giorgetti pour discuter

des prix des carburants, rapporte La Milano. Le ministre des Entreprises Adolfo Urso travaille également sur des mesures correctives pour contenir la hausse, selon Entrevue. Le gouvernement examine ses marges de manœuvre budgétaires dans un contexte économique tendu. L'utilisation de l'extragettito IVA permettrait de financer l'intervention sans creuser davantage le déficit public, mais aucune décision officielle n'a été formalisée à ce stade.

R I.

FACE AUX PRESSIONS INFLATIONNISTES

La Banque du Japon s'apprête à signaler de nouvelles hausses de taux

La Banque du Japon (BoJ) devrait maintenir ses taux d'intérêt inchangés ce vendredi, tout en ouvrant la voie à de futurs relèvements par une communication ferme (hawkish), alors que l'économie fait face à une pression inflationniste croissante liée au conflit au Moyen-Orient, à la faiblesse du yen et à la vigueur de la demande mondiale en intelligence artificielle (IA). La banque centrale devrait toutefois rester ambiguë sur le rythme et le calendrier des prochaines hausses, dans l'attente de données précises sur la

manière dont la flambée des prix à la production, causée par le choc énergétique, se propage à l'ensemble de l'économie. Selon les analystes, le gouverneur Kazuo Ueda doit concilier des exigences contradictoires : décourager les spéculateurs misant sur la baisse du yen par un discours ferme, sans pour autant s'aliéner un gouvernement perçu comme critique à l'égard d'un nouveau resserrement monétaire. « La BoJ devrait maintenir son point de vue selon lequel les risques pesant sur les perspectives de prix sont orien-

tés à la hausse », ont écrit les analystes de Mitsubishi UFJ Morgan Stanley Securities dans une note de recherche, ajoutant qu'ils prévoient une prochaine hausse des taux en décembre. « Ce calendrier pourrait être avancé à septembre ou octobre si la BoJ renforce son alerte sur un dépassement de l'objectif d'inflation, ou si la chute persistante du yen conduit l'administration à juger qu'un relèvement des taux est inévitable », précisent-ils. Après avoir relevé ses taux en juin, la BoJ devrait maintenir son taux directeur à 1 % à l'issue de sa réunion de

deux jours se terminant vendredi. Il s'agira de la première réunion pour Ayano Sato, qui a rejoint le conseil le 30 juin en tant que deuxième membre choisi par la Première ministre partisane d'une politique accommodante (dovish), Sanae Takaichi. Les marchés se concentrent sur le rapport trimestriel de conjoncture de la BoJ et sur la conférence de presse de Kazuo Ueda pour obtenir des indices sur la rapidité avec laquelle l'institution pourrait relever des coûts d'emprunt encore bas.

Agence

AUSTRALIE

Le déficit budgétaire australien 2025-26 s'est nettement amélioré

Selon les données du ministère des Finances. A fin mai 2026, soit à un mois de la clôture de l'exercice budgétaire, le déficit s'établit à -10,9 Md AUD, contre -18,5 Md AUD anticipés par le Trésor à ce stade de l'exercice et bien en dessous des -28,3 Md AUD prévus sur l'ensemble de l'année budgétaire. Cette amélioration est principalement portée par une forte dynamique des recettes fiscales, supérieures d'environ 2 Md AUD aux prévisions. Le mois de mai a notamment été marqué par un niveau record de collecte. L'impôt sur le revenu bénéficie de la solidité du marché du travail, tandis que les recettes de l'impôt sur les sociétés restent élevées, soutenues par la hausse des prix des matières premières. Les dépenses, quant à elles, progressent plus lentement qu'anticipé, avec un rythme annuel passant de 10 % à 4 %, notamment en raison de subventions aux États fédérés inférieures aux prévisions.

Agence

NOUVELLE ZELANDE

Le FMI appelle la Banque de réserve néozélandaise à relever ses taux directeurs

Selon les dernières analyses du FMI, la reprise économique de la Nouvelle-Zélande demeure fragile. L'organisation anticipe une contraction de l'activité au deuxième trimestre 2026, avant une reprise progressive en 2027, dans un contexte marqué par les tensions au Moyen-Orient et des conditions financières restrictives. La croissance est attendue à 2,0 % en 2026 puis à 2,7 % en 2027. L'inflation reste au-dessus de la cible de la RBNZ, avec un pic estimé à 4,0 % cette année et un retour vers la cible de 2,0 %, seulement en 2027. Dans ce contexte, le FMI recommande à la RBNZ de maintenir une orientation monétaire restrictive et appelle la banque à relever ses taux directeurs afin d'ancrer les anticipations d'inflation. Le FMI souligne également la nécessité de poursuivre des réformes structurelles, notamment du régime de retraite publique (New Zealand Superannuation), afin de contenir la hausse des dépenses liée au vieillissement de la population, en relevant progressivement l'âge de départ à la retraite et en renforçant l'épargne retraite privée via KiwiSaver.

R.E

SAMSUNG DÉCROCHE LE CONTRAT DE L'ANNÉE 200 milliards de dollars, pour des puces IA

Samsung Electronics et Broadcom ont annoncé samedi un partenariat monumental dans les puces IA, estimé à plus de 200 milliards de dollars investis d'ici 2030. L'accord doit renforcer l'activité de fonderie du groupe coréen face à la concurrence de TSMC.



La course aux puces d'intelligence artificielle continue de s'intensifier, et Samsung Electronics compte bien y jouer un rôle de premier plan. Le géant sud-coréen a annoncé samedi un partenariat élargi avec le concepteur américain Broadcom, avec une alliance qui doit courir jusqu'en 2030 et toucher plusieurs métiers clés des semi-conducteurs. Une information rapportée par Reuters, qui confirme les ambitions grandissantes de Samsung dans l'IA.

Les contours de l'accord XXL entre Samsung Electronics et Broadcom

Alors que dire de ce nouvel accord entre Samsung et Broadcom ? Plutôt que d'acheter des processeurs graphiques standards, taillés pour convenir à tout le monde, les géants de la tech préfèrent de plus en plus faire concevoir leurs propres puces, pensées uniquement pour leurs besoins en intelligence artificielle.

Une stratégie certes plus coûteuse à mettre en place, mais qui permet de gagner en performance et en indépendance, et qui dope, du même coup, la demande pour des partenaires capables à la fois de concevoir et de fabriquer ces composants sur mesure,

comme Broadcom et Samsung. Cet accord répartit les rôles selon les points forts de chacun. Broadcom apporte son savoir-faire dans la conception de circuits sur mesure, appelés ASIC, qui sont des puces conçues pour une tâche précise, plus efficaces qu'un processeur généraliste, un peu comme un outil taillé pour un seul usage plutôt qu'un couteau suisse. Samsung, de son côté, met à disposition ses usines pour les fabriquer. Ensemble, les deux groupes veulent proposer une offre complète, de la conception à la production, pour accompagner l'essor de l'IA et du calcul haute performance.

Dans un communiqué, Samsung a d'ailleurs insisté sur cette volonté de collaboration. Plutôt que de se contenter de fabriquer des puces, l'entreprise veut être présente à chaque étape du processus, de la conception jusqu'à la production, pour ses clients. Une façon de se positionner comme un partenaire capable d'assumer sur toute la chaîne, et de répondre à tous les usages liés à l'IA et au calcul haute performance, quels que soient les besoins.

Sur le plan technique, les futures puces de communication haute vitesse de Broadcom seront fabriquées grâce au

procédé « sub-2 nanomètres » de Samsung.

Comment Samsung compte combler son retard sur TSMC

Avec cette finesse de gravure record, on peut graver des circuits toujours plus petits et plus denses sur une puce, pour plus de puissance sans faire exploser la consommation d'énergie. Les deux entreprises vont aussi travailler ensemble sur la prochaine génération de mémoire HBM, un type de mémoire ultra-rapide empilée en plusieurs couches, indispensable pour nourrir les puces d'IA en données sans les ralentir.

Ce rapprochement tombe bien pour Samsung, qui ne l'oublions pas reste distancé par TSMC, le numéro un mondial de la fabrication de puces pour le compte d'autres entreprises, les fameux fondeurs.

Pour rentabiliser ses usines, gigantesques et forcément coûteuses à faire tourner, Samsung a besoin d'un maximum de clients qui lui confient leur production.

En décrochant un contrat de cette taille avec Broadcom, le Sud-coréen renforce son carnet de commandes et se donne une chance de rattraper son rival taïwanais.

Preuve que cette stratégie porte déjà ses fruits, l'an dernier, le groupe avait signé un contrat de 16,5 milliards de dollars avec Tesla, pour produire les puces logiques qui équipent les véhicules du constructeur américain. N'oublions pas non plus que le mois dernier, déjà, Jun Young-hyun, le dirigeant qui pilote la division puces de Samsung, discutait avec Jensen Huang, le patron de NVIDIA, des futures générations de mémoire HBM4E et HBM5, les successeurs plus rapides et plus performants de la technologie évoquée plus haut. Samsung espère aussi décrocher bientôt de nouvelles commandes pour fabriquer des puces gravées en 2 nanomètres, sa techno la plus avancée, après avoir multiplié les discussions avec de grands noms de la tech.

Intel taille dans ses effectifs

Le géant américain des semi-conducteurs prépare une nouvelle restructuration au sein de son activité Data Center Group.

Après plusieurs restructurations, dont la dernière remonte à juillet 2025, sous la direction de Lip-Bu Tan, Intel prépare une nouvelle vague de suppressions de postes au sein de son Data Center Group, selon The Oregon.

Le fondeur américain poursuit son programme de transformation avec l'objectif de simplifier son organisation et d'améliorer son efficacité opérationnelle. « Dans le cadre de notre stratégie visant à devenir une entreprise plus ciblée et plus efficace, le groupe dédié aux centres de données ajuste son organisation afin de disposer des bons rôles et des compétences nécessaires pour assurer son succès à long

terme », a indiqué Intel dans une déclaration transmise au journal américain. Le groupe n'a pas communiqué le nombre de postes concernés par cette réorganisation. Intel précise toutefois que ces ajustements ne devraient pas remettre en cause sa feuille de route produits ni ses engagements auprès de ses clients.

Des coupes dans un secteur en croissance

Cette vague de suppressions intervient alors que le marché des infrastructures dédiées à l'IA connaît une forte croissance. Les centres de données représentent aujourd'hui l'un des principaux relais de développement de l'industrie des semi-conducteurs, portés par l'explosion de la demande en puissance de calcul, en

processeurs serveurs et en solutions adaptées aux charges de travail liées à l'IA. La décision d'Intel peut donc apparaître surprenante, puisque cette division figure parmi les activités stratégiques du groupe. Le Data Center Group bénéficie notamment du regain d'intérêt autour de ses processeurs Xeon, destinés aux serveurs professionnels et aux infrastructures cloud. Plusieurs médias américains rapportent par ailleurs que cette activité aurait enregistré une croissance de 22 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre 2026, un élément qui renforce le contraste entre la dynamique commerciale du segment et les réductions d'effectifs annoncées.

À ce stade, le groupe n'a fourni aucun détail sur l'ampleur des suppressions de postes ni sur le calendrier de leur mise en œuvre.

Neura Robotics lève 1,2Md€ de fonds pour la robotique



Avec une collecte de 1,2 Md€, l'allemand Neura Robotics a réalisé la plus grosse levée de fonds en Europe dans le domaine de la robotique. Un secteur qui pourrait servir de levier pour la reprise de l'industrie en Europe.

Le 10 juin 2026, Neura Robotics (entreprise high-tech qui développe notamment des robots humanoïdes) a annoncé le lancement d'une levée de fonds en série C pouvant aller jusqu'à 1,2 Md€, à condition que certains objectifs déterminés par des investisseurs soient atteints.

Pour une relance de l'activité

La levée de fonds témoigne avant tout de l'apparition d'une nouvelle orientation stratégique de l'industrie européenne, s'appuyant sur la robotique pour la relancer. Aujourd'hui évalué à 3 Md\$, le marché de la robotique, qui pourrait atteindre 40 Md\$ d'ici à 2035, pourrait stimuler la relance du système de production européen. Un secteur qui se trouve essoufflé par une accélération des fermetures de sites. En 2025, la France a ouvert 19 usines de plus qu'elle n'en a fermé d'après le baromètre industriel de l'État qui comptabilise les extensions en plus des ouvertures nets, cela représente une baisse d'un facteur quatre par rapport à 2024.

"Nos industriels font front ! Chaque jour, on se bat c'est difficile, mais le résultat est là : en 2025, la France ouvre plus d'usines qu'elle n'en ferme", a affirmé Sébastien Martin, le ministre délégué chargé de l'Industrie sur X. Toutefois, si on s'en tient uniquement aux ouvertures et fermetures de sites, le solde devient négatif, atteignant -57, dans le baromètre de l'État qui prend en compte les extensions de sites.

La levée de fonds intervient dans un cadre plus vaste de réorientation des investissements technologiques. Après des dépenses dans les GPU et les centres de données, les capitaux se tournent vers des infrastructures capables d'exécuter l'IA en physique, des "Physical AI". Une transformation qui pourrait configurer une partie de la chaîne de valeur mondiale, et il est impératif que l'Europe se positionne dans cette nouvelle structure.

Investir dans l'écosystème logiciel

La démarche se déroule à peine 18 mois après sa collecte de fonds en série B à hauteur de 120 M€. Parmi les investisseurs, on compte Amazon, Nvidia et Qualcomm, mais aussi Bosch, Schaeffler, Tether et la Banque européenne d'investissement (BEI). Surtout réputée pour son robot humanoïde 4NE1, qui intègre des capteurs tactiles et a la capacité de porter des poids allant jusqu'à 100 kg, Neura Robotics a, cette année, renforcé son réseau de partenaires pour perfectionner sa technologie.

Une part importante des fonds collectés sera allouée au développement de Neuraverse, une plateforme conçue pour coordonner l'intégralité de l'écosystème logiciel de la robotique créé par la start-up. Un partenariat avec AWS confirmant cette stratégie a d'ailleurs été annoncé récemment. AWS devient le principal fournisseur cloud de l'entreprise et l'hébergeur de Neuraverse. Les capitaux permettront d'accélérer le développement de systèmes d'IA physique, ainsi que d'étendre les environnements d'entraînement grandeur nature pour les robots (Neura Gyms). La société déclare avoir déjà un carnet de commandes qui dépasse le Md\$.

Le Qashqai n'est pas le seul SUV hybride Nissan à pouvoir souffrir de pertes de puissance

L'an dernier, Nissan avait organisé un vaste rappel pour son Qashqai e-Power. Le but était alors de corriger un défaut logiciel qui pourrait faire perdre de la puissance à ce SUV hybride, voire l'immobiliser totalement dans certains cas. Aujourd'hui, c'est au tour du grand frère X-Trail de faire l'objet d'une opération de retour en atelier similaire, avec une plage de production encore plus longue.

Dans la gamme Nissan, le X-Trail vit dans l'ombre de ses petits frères Qashqai et Juke. Mais depuis son lancement, en 2022, la quatrième génération de ce SUV familial a tout de même su trouver quelques milliers de clients dans l'Hexagone. Des acheteurs qui vont généralement devoir programmer un passage en atelier. La marque japonaise vient en effet de lancer un rappel officiel pour ce modèle, et il concerne pas moins de 11 828 véhicules sur le marché de l'Hexagone.

Pour quelle raison Nissan rappelle près de 12 000 X-Trail e-Power en France ?

Le problème à l'origine de cette opération avait également touché plus de 17 000 Qashqai e-Power en France, animés par la même motorisation hybride. Le logiciel du module de gestion de la batterie haute tension de certains X-Trail e-Power pourrait identifier à tort des fluctuations normales de la résistance interne de cet accumulateur comme une anomalie. Dans ce cas de figure, le système est susceptible de se mettre en mode protection. La puissance délivrée par le moteur électrique de traction, seul à entraîner les roues sur cet hybride un peu particulier, est alors limitée électroniquement. De plus, la recharge de la batterie haute tension est arrêtée.

Après avoir perdu en performances, le véhicule pourrait donc finir par s'immobiliser dans certaines conditions, augmentant le risque d'accident. Même si Nissan assure n'avoir observé "aucun incident en Europe", on est donc bien dans une configuration qui rend un rappel quasiment-obligatoire. Sur le Vieux Continent, ces opérations de retour en atelier visent en effet surtout à corriger des problèmes de sécurité ou environne-



mentaux. En revanche, il est assez rare qu'elles soient utilisées pour améliorer la fiabilité. Pour ça, les marques préfèrent souvent employer des méthodes plus discrètes.

Quel est le correctif gratuit prévu par Nissan ?

Dans le cadre de ce rappel pour le X-Trail, l'intervention prévue ne devrait pas coûter

trop cher à Nissan, qui traverse d'importantes difficultés financières. Il s'agira tout d'abord d'effectuer un simple contrôle de la version de logiciel du module de gestion de la batterie haute tension, qui devrait durer environ 12 minutes. Puis si nécessaire, les ateliers devront procéder à une reprogrammation de ce module, immobilisant le véhicule pendant une trentaine de minutes supplémentaires. Tout sera évidemment pris en

charge par le constructeur, même si le véhicule ne respecte pas les conditions permettant de profiter du programme de garantie longue durée Nissan Privilège.

Comment savoir si votre X-Trail est concerné par ce rappel ?

Malgré son lancement beaucoup plus tardif, ce rappel évoque donc beaucoup celui qui avait été organisé l'an dernier pour le Qashqai. Mais la plage de production concernée est ici plus large. Les 11 828 exemplaires de X-Trail e-Power attendus au garage dans l'Hexagone ont été fabriqués entre le 1er décembre 2021 et le 21 avril 2026. Cette longue période explique le nombre assez important de véhicules convoqués en atelier, malgré la diffusion relativement modeste de ce modèle sur le marché français. La majorité des propriétaires français de la quatrième génération de ce SUV familial devrait donc recevoir un courrier recommandé.

En revanche, ne comptez pas sur l'outil en ligne de Nissan dédié à la vérification des rappels pour savoir si vous êtes concernés. Il est ici réservé à la seule affaire des airbags Takata, qui ont équipé de nombreuses voitures plus anciennes du constructeur japonais.

Quant au X-Trail restylé, dont la commercialisation vient tout juste de débuter, il devrait logiquement être épargné par ce problème de perte de puissance. Même topo pour le petit frère Juke qui utilise une motorisation hybride totalement différente, partagée avec Renault. Mais cette dernière a parfois été victime d'autres types de défauts, notamment au niveau de sa boîte de vitesses assez spéciale, sans faire l'objet d'un véritable rappel pour autant.

Ford multiplie les rappels et c'est plutôt une bonne nouvelle pour les automobilistes

Ces derniers mois, la multiplication des campagnes de rappel chez Ford a fait beaucoup parler aux Etats-Unis. Mais en Europe, de manière plus discrète, la marque à l'Ovale semble aussi avoir mis les bouchées doubles. Elle est devenue la championne des opérations de retour en atelier depuis le début de l'année 2026 selon plusieurs sources officielles, et cela pourrait bien être une bonne nouvelle pour les automobilistes propriétaires d'un véhicule fabriqué par le constructeur américain. Recevoir un courrier pour un rappel ? Voilà qui ne fait jamais réellement plaisir. Pourtant, ce type d'opération apparaît de plus en plus comme un "mal nécessaire" dans l'automobile actuelle. Le scandale des airbags Takata aurait d'ailleurs duré beaucoup moins longtemps et engendré beaucoup moins de drames humains si certaines actions de retour en atelier avaient été déclenchées de manière bien plus précoces. Mais dans ce domaine, la politique des constructeurs automobiles demeure assez disparate.

Pourquoi certains constructeurs lancent-ils peu de rappels ?

Beaucoup de marques privilégient en effet des interventions plus ou moins cachées, parfois effectuées lorsque le client passe au garage pour la ré-



vision, voire quand il se plaint. Renault est notamment assez adepte de ce mode de fonctionnement, comme on a pu le voir récemment avec plusieurs correctifs pour l'Arkana. C'est une solution plus économique pour les entreprises, qui évitent ainsi le coûteux envoi de plusieurs centaines ou milliers de courriers en recommandé. Elles limitent également le risque d'une éventuelle "publicité négative" dans les médias. En contrepartie, certains véhicules risquent de ne jamais se voir corrigés, en particulier s'ils ne sont plus suivis dans le réseau comme ça arrive souvent après la période de garantie. Les véritables rappels officiels, dûment signalés aux autorités,

restent donc la solution la plus efficace pour que personne ne reste sur le carreau. Mais en Europe, ils sont seulement obligatoires dans certains cas très précis, quand la sécurité ou l'environnement sont menacés. Il est donc finalement assez rare qu'ils servent à améliorer la qualité ou la fiabilité, même si cela peut arriver malgré tout.

Ford champion d'Europe des rappels en 2026

C'est d'ailleurs de cette manière que Ford justifie la multiplication des rappels pour ses véhicules ces derniers mois. D'après le site officiel de l'Union européenne, Rapex, c'est en effet Ford qui a organisé le plus

d'opérations de retour en atelier depuis le début de l'année. On recense pas moins de 18 actions de ce type lancées par la marque américaine, contre 15 pour BMW et 14 pour Peugeot. Le chiffre est même encore beaucoup plus spectaculaire sur le site du ministère des transports allemands, avec 43 campagnes, contre 23 pour le dauphin Citroën et 22 pour le troisième Opel. Mais aux Etats-Unis, les rappels ont été encore plus nombreux, et ça n'a pas empêché Ford de gagner récemment la première place dans une grande enquête sur la qualité.

Comment Ford explique cette multiplication des rappels ?

Selon le service communication de la firme, "nous sommes clairement la marque qui travaille à une forte amélioration de la qualité". Un terme qui s'entend ici au sens large, en incluant aussi la fiabilité. Or dans ce domaine, le constructeur n'était clairement pas le meilleur élève. L'une des dernières actions de retour en atelier organisées vise par exemple à empêcher une défaillance potentielle de la vanne EGR sur un petit nombre d'exemplaires de Kuga et de Ranger. Une autre campagne est liée au possible montage d'une pompe de liquide de refroidissement suspecte sur certaines voitures ani-

mées par le diesel 1.5 TDCi lors d'une réparation. Mais l'opération la plus importante, hors utilitaires, avec plus de 6 000 véhicules concernés en France, est là suite à un dysfonctionnement du boîtier de commande télématique (TCU). Cela pourrait rendre un certain nombre de fonctions connectées indisponibles, comme les informations trafic en ligne, le démarrage à distance ou le système d'appel d'urgence automatique eCall.

Le réseau Ford sera-t-il à la hauteur de la tâche ?

Reste à espérer que le réseau officiel de Ford se montre à la hauteur de cette nouvelle politique qui risque de fortement le mettre à contribution. Or certains de nos lecteurs se plaignaient déjà de temps d'immobilisation parfois trop longs lors de notre dernière enquête exclusive sur le service après-vente. La marque à l'ovale faisait ainsi partie des mauvaises surprises de cette étude annuelle, avec une modeste 15e place et un taux de satisfaction en chute libre. D'autant que vous êtes nombreux à déplorer un manque de générosité sur les prises en charge hors garantie, même quand l'entretien a toujours été effectué dans le réseau. Il y a donc clairement matière à progresser aussi sur cet aspect.

PÉTROLE:

Le Brent baisse en dessous de 90 dollars le baril

Les cours du pétrole baissaient lundi, après des signaux d'apaisement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 11h45 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, perdait 7,85%, à 89,18 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 6,90%, à 83,15 dollars. Les prix du pétrole brut ont ainsi entamé la semaine sur un important recul, mais la situation géopolitique reste très "incertaine" et les risques demeurent orientés à la hausse pour les prix du pétrole, soulignent des analystes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 28 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MONNAIES

Le dollar recule face à l'euro

Le dollar reculait lundi face à l'euro, dans un contexte de repli des prix du pétrole, tandis que les investisseurs restent attentifs aux prochaines décisions des principales banques centrales. Vers 09H20 GMT, le billet vert perdait 0,24% face à la monnaie unique européenne, à 1,1398 dollar pour un euro. Il cédait également 0,14% face à la devise japonaise, à 163,59 yens pour un dollar. Les marchés attendent désormais les résultats de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), prévue mardi et mercredi. Les investisseurs s'attendent à ce que la Fed, à l'issue de deux jours de session à huis clos, mardi et mercredi, laisse ses taux directeurs inchangés, entre 3,50% et 3,75%, niveau auquel ils sont figés depuis décembre.

APN

Tenue aujourd'hui de la séance d'ouverture de la dixième législature

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mardi à 10h00, la séance d'ouverture de la dixième législature, indique lundi un communiqué de l'Assemblée. L'ordre du jour de cette séance comprend "l'appel nominal des députés conformément à la proclamation de la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection des membres de l'Assemblée, puis la constitution de la commission chargée de la validation de la qualité de membre et l'adoption de son rapport, outre l'élection d'un nouveau président de l'APN", précise le communiqué.

QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie demeure fidèle à son engagement, affirme l'ambassadeur sahraoui

L'ambassadeur de la République sahraouie en Algérie, M. Khatri Adouh Khatri, a salué, lundi, la position de l'Algérie qui "œuvre constamment à maintenir vivante dans les mémoires et les consciences la cause du peuple sahraoui", ce qui reflète son engagement à soutenir les causes justes. Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'un colloque scientifique sur le thème: "Question du Sahara occidental : racines historiques, situation actuelle et perspectives à la lumière des mutations internationales", organisé par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) en coordination avec le Centre sahraoui d'études stratégiques, M. Adouh a précisé que cette position "puise sa source dans l'esprit et les principes de la glorieuse Révolution de Novembre" et incarne "la doctrine de la libération et de la liberté à laquelle le peuple algérien frère a cru, pour laquelle il s'est sacrifié et à laquelle il est resté attaché".

Cette rencontre vient "confirmer et réitérer la position forte de l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a ajouté l'ambassadeur estimant que ce colloque représente "un apport riche à l'analyse, à la recherche et à l'éclairage sur la lutte du peuple sahraoui, son parcours de libération et sa juste cause qui dure depuis plus de soixante-dix ans". De son côté, la représentante du ministère des Affaires étrangères, directrice générale de la veille stratégique, de l'anticipation et de la gestion des crises, Mme Nassima Baghli, a indiqué que la position de l'Algérie sur la question du Sahara occidental "a toujours été cohérente et claire", étant une question de décolonisation, soulignant que son règlement "doit impérativement passer par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination conformément à la charte pertinente des Nations unies". Le directeur général de l'INESG, M. Ab-

delaziz Medjahed, a, pour sa part, affirmé que le riche programme du colloque permettra d'étudier la question du Sahara occidental sous ses différents aspects, de rappeler fidèlement son histoire et d'ouvrir le débat sur les différentes visions et analyses qui s'y rapportent. Cette rencontre constitue une occasion d'examiner en profondeur le dossier de la question sahraouie, la qualifiant de "cause de conscience", a-t-il ajouté précisant qu'il "ne s'agit pas seulement de la cause du peuple sahraoui, mais de celle de tous les hommes libres à travers le monde". Pour sa part, le président du Centre sahraoui d'études stratégiques, Sidi Mohamed Aba Mohamed, a déclaré que la question du Sahara occidental "demeure une question de décolonisation inscrite à l'ordre du jour des Nations unies", appelant à accélérer la mise en œuvre des résolutions de la légalité internationale et à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

UNIVERSITÉ ORAN 1

Journée portes ouvertes sur le Challenge ProtoMarket 2026

L'Incubateur de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" a organisé, lundi, une journée portes ouvertes au profit des étudiants, des enseignants-chercheurs et des porteurs de projets innovants, consacrée au Challenge ProtoMarket 2026, dans le cadre de la préparation de leur participation à cette compétition. Le Challenge national ProtoMarket II (2026) est un programme algérien d'accélération

destiné aux start-up universitaires, qui se déroule du 16 juillet au 16 août 2026. Il vise à accompagner la transformation des idées innovantes en produits commercialisables. Cette journée portes ouvertes a pour objectif d'informer, d'orienter et d'accompagner les porteurs de projets afin de préparer leur participation à cette compétition nationale dédiée à la valorisation des prototypes développés au sein des uni-

versités et des laboratoires de recherche, a indiqué à l'APS le responsable de l'Incubateur de l'Université d'Oran 1, le Pr Rouane Hacene Omar. Les participants bénéficieront, à cette occasion, d'un accompagnement personnalisé portant notamment sur les orientations nationales relatives au Challenge ProtoMarket 2026, les modalités d'organisation et de participation, ainsi que les dispositions pratiques

nécessaires pour assurer une participation de qualité, a-t-il précisé. Cette rencontre constitue également un espace d'échange entre les structures d'accompagnement de l'université et les porteurs de projets, permettant de répondre à leurs préoccupations, de les sensibiliser aux exigences du challenge et de les préparer aux différentes étapes de sélection et d'évaluation. R E.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES TRANSPORT

Le ministre reçoit l'ambassadeur du Royaume d'Espagne auprès de l'Algérie

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a reçu, lundi, l'ambassadeur du Royaume d'Espagne auprès de l'Algérie, M. Ramiro Fernandez Bachiller, à la demande de ce dernier, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des cadres centraux du ministère, a permis

d'échanger les vues sur les voies de développement des relations de coopération bilatérale, notamment en matière des transports, tous modes confondus, de la coopération sécuritaire et de la sécurité routière, mais aussi d'examiner les perspectives d'élargissement du partenariat entre les deux pays, précise-t-on de même source. A cette occasion, M. Sayoud a souligné "l'atta-

chement de l'Algérie à renforcer les relations de coopération avec le Royaume d'Espagne, étant un pays ami, et à œuvrer à la promotion du partenariat bilatéral au mieux des intérêts communs", insistant sur l'importance de renforcer la formation, d'échanger les expertises et de tirer profit des expériences réussies dans les domaines d'intérêt commun.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont salué "le niveau positif de la coopération établie entre l'Algérie et le Royaume d'Espagne", soulignant leur volonté commune de poursuivre son développement et de le hisser à des perspectives plus larges, de manière à renforcer les relations bilatérales entre les deux pays. APS

FEUX DE FORÊT

L'UGCAA lance une caravane de solidarité au profit des sinistrés

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a lancé, lundi, en coordination avec le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, une caravane de solidarité, composée de 52 camions chargés de produits de large consommation au profit des sinistrés des feux de forêt ayant touché récemment plusieurs wilayas du pays. Le lancement de cette caravane de solidarité s'est déroulé au Palais des expositions des Pins maritimes, sous la supervision du chargé de la gestion du

secrétariat général du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Hakim Rouane, et du secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, en présence de responsables d'entreprises publiques et privées, contribuant à cette initiative. La caravane constituée au total de 52 camions, sillonnera 11 wilayas affectées par les feux de forêt dans l'Est, le Centre et l'Ouest du pays. Chaque camion transporte près de 20 tonnes de produits de large consommation, notamment des fruits et des

légumes, des aides alimentaires, de l'eau minérale, des couches et des produits de nettoyage, selon les explications fournies à l'occasion. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement, M. Bedrissi a souligné que "l'élan de solidarité initié par les commerçants, les artisans et les opérateurs économiques de diverses wilayas, incarne les valeurs de fraternité et de cohésion entre les enfants d'un seul peuple, toutes catégories confondues". Il a également salué la participation des entreprises économiques à cette

opération, y compris les entreprises de transport de marchandises, à l'instar du Groupe de transport terrestre de marchandises et de logistique "Logitrans". L'Union tend, à travers cette caravane, à "refléter l'image de la société algérienne solidaire face aux épreuves, à promouvoir l'éthique commerciale, et à ancrer la culture du volontariat auprès des commerçants, des artisans et des opérateurs économiques", ajoute le secrétaire général. APS